

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 864

[2004/200662]

## 18 DECEMBRE 2003. — Décret relatif aux établissements d'hébergement touristique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Des définitions*

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> **touriste** : toute personne qui, pour le loisir, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui séjourne hors de sa résidence habituelle;

2<sup>o</sup> **établissement d'hébergement touristique** : tout établissement proposant le logement ou l'occupation d'un terrain de camping touristique à un ou plusieurs touristes, même à titre occasionnel;

3<sup>o</sup> **établissement hôtelier** : tout établissement d'hébergement touristique à but lucratif portant la dénomination d'hôtel, d'appart-hôtel, d'hostellerie, de motel, d'auberge, de pension ou de relais; le Gouvernement peut compléter cette énumération;

4<sup>o</sup> **tourisme social** : les activités de loisirs et de vacances organisées par une association de façon à offrir à toute personne, et en particulier aux personnes économiquement et culturellement défavorisées, les meilleures conditions pratiques d'accès réel à ces activités;

5<sup>o</sup> **association de tourisme social** : l'association reconnue sur la base du titre III;

6<sup>o</sup> **centre de tourisme social** : l'établissement d'hébergement touristique respectant les conditions de l'article 129, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et n'utilisant pas une dénomination visée aux points 3<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 19<sup>o</sup>;

7<sup>o</sup> **hébergement touristique de terroir** : tout établissement d'hébergement touristique situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end ou d'un terrain de camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier ou d'un centre de tourisme social, portant une des dénominations suivantes :

a. "gîte rural" lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment rural typique du terroir, indépendant et autonome;

b. "gîte citadin" lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment typique du terroir, indépendant et autonome, situé en milieu urbain;

c. "gîte à la ferme" lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment, indépendant et autonome, d'une exploitation agricole en activité ou à proximité immédiate de celle-ci;

d. "chambre d'hôtes" lorsqu'il s'agit d'une chambre faisant partie de l'habitation unifamiliale, personnelle et habituelle du titulaire de l'autorisation, pour autant qu'elle ne soit pas située dans un bâtiment ou partie de bâtiment accueillant un débit de boissons ou un lieu de restauration ouvert au public;

e. "chambre d'hôtes à la ferme" lorsqu'il s'agit d'une chambre d'hôtes aménagée dans une exploitation agricole en activité;

f. "maison d'hôtes" lorsqu'il s'agit d'un immeuble comportant quatre ou cinq chambres d'hôtes;

g. "maison d'hôtes à la ferme" lorsqu'il s'agit d'un immeuble comportant quatre ou cinq chambres d'hôtes à la ferme;

8<sup>o</sup> **meublé de vacances** : tout établissement d'hébergement touristique indépendant et autonome, situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end ou d'un terrain de camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier, d'un centre de tourisme social ou d'un hébergement touristique de terroir;

9<sup>o</sup> **hébergement de grande capacité** : l'hébergement touristique de terroir ou meublé de vacances pouvant accueillir plus de quinze personnes;

10<sup>o</sup> **micro-hébergement** : l'hébergement touristique de terroir ou meublé de vacances ne comportant qu'un seul espace multifonctionnel, sans chambre séparée, et pouvant accueillir au maximum quatre personnes;

11<sup>o</sup> **table d'hôtes** : le service consistant à préparer, exclusivement pour les occupants d'une chambre d'hôtes ou d'une chambre d'hôtes à la ferme, des repas composés principalement de produits du terroir et servis à la table familiale du titulaire de l'autorisation;

12<sup>o</sup> **capacité de base** : le nombre de personnes pour lequel un établissement d'hébergement touristique est conçu et proposé en location;

13<sup>o</sup> **capacité maximale** : la capacité de base augmentée du nombre de personnes pouvant être hébergées au moyen de lits d'appoint;

14<sup>o</sup> **camping touristique** : l'utilisation comme moyen d'hébergement par des touristes d'un abri mobile non utilisé en qualité d'habitat permanent;

15<sup>o</sup> **abri mobile** : une tente, une caravane routière, une caravane de type résidentiel, un motor-home ou tout autre abri analogue;

16<sup>o</sup> **caravane routière** : toute caravane qui peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable;

17<sup>o</sup> **caravane de type résidentiel** : toute caravane sans étage, à l'exception des caravanes dites "chalets" caractérisées par un revêtement en bois ou en matériaux y ressemblant par l'aspect, qui ne peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable, pouvant cependant être aisément transportable, son enlèvement ne nécessitant aucun démontage ni démolition;

18<sup>o</sup> **terrain de camping touristique** : le terrain utilisé d'une manière habituelle ou saisonnière pour la pratique du camping touristique par un ou plusieurs touristes. Ne cesse pas d'être un terrain de camping touristique celui dans les limites duquel le titulaire de l'autorisation installe à titre accessoire des abris fixes, non utilisés en qualité d'habitat permanent;

- 19° abri fixe : un chalet, un bungalow, une maisonnette, un pavillon ou tout autre abri analogue;
- 20° camping à la ferme : le camping touristique organisé par un exploitant agricole sur un terrain dépendant de son exploitation et n'accueillant aucune caravane de type résidentiel;
- 21° terrain de camping à la ferme : le terrain de camping touristique utilisé pour la pratique du camping à la ferme;
- 22° campeur de passage : le touriste dont la présence sur le terrain de camping touristique ne dépasse pas trente jours consécutifs par an et qui utilise tout abri fixe ou mobile, à l'exclusion de caravanes de type résidentiel. Il séjourne de manière effective sur le terrain et retire, à l'issue de son séjour, son abri de camping si celui-ci est mobile;
- 23° campeur saisonnier : le touriste dont la présence sur le terrain de camping touristique ne dépasse pas quatre mois par an et qui utilise tout abri fixe ou mobile, à l'exclusion de caravanes de type résidentiel;
- 24° campeur résidentiel : le touriste dont la présence sur le terrain de camping touristique ne dépasse pas six mois par an et qui utilise une caravane de type résidentiel;
- 24°*bis*. village de vacances : tout établissement d'hébergement touristique, composé d'équipements collectifs et d'un ensemble d'au moins quinze unités de séjour, répondant aux conditions cumulatives suivantes :
- il fait partie d'un périmètre cohérent et unique;
  - il ne comporte pas de clôtures ou de barrières délimitant le parcellaire;
  - l'aménagement de ses abords est uniforme;
  - il dispose d'un local d'accueil;
- 24°*ter*. unité de séjour : bâtiment ou partie de bâtiment répondant aux conditions cumulatives suivantes :
- sa capacité de base est d'au moins deux personnes;
  - sa capacité maximale ne peut être supérieure à vingt personnes;
  - il est autonome et indépendant;
  - il respecte les dispositions relatives à la sécurité-incendie telles que prévues au titre IV;
  - il respecte les normes de classement minimales telles que prévues par ou en vertu de l'article 33*bis*;
- 24°*quater*. entité représentante : personne morale qui, au sein d'un village de vacances, représente le ou les propriétaires d'unités de séjour;
- 25°*quater*. normes de base : les dispositions fédérales en matière de protection contre l'incendie;
- 26°*quater*. normes de sécurité spécifiques : les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux établissements d'hébergement touristique;
- 27°*quater*. bâtiment : toute construction qui constitue un espace couvert accessible aux personnes, entourée totalement ou partiellement de parois;
- 28°*quater*. partie de bâtiment : toute partie de construction qui constitue un espace couvert accessible aux personnes, ayant une entrée indépendante donnant vers l'extérieur, dont les parois ont une résistance au feu d'une heure et dont les ouvertures intérieures sont fermées par des éléments résistant au feu une demi-heure; l'exigence d'une entrée indépendante donnant vers l'extérieur ne s'applique pas aux parties de bâtiment accueillant des chambres d'hôtes ou des chambres d'hôtes à la ferme si l'addition de leur capacité maximale est inférieure à dix personnes.

### CHAPITRE III. — *De la computation des délais*

**Art. 3.** Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

**Art. 4.** Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

### CHAPITRE IV. — *De la publication de brochures touristiques*

**Art. 5.** A la demande du Commissariat général au tourisme, les titulaires d'une autorisation délivrée en vertu du présent décret et les associations de tourisme social sont tenus de lui fournir, dans les trente jours de la réception de la demande, les informations nécessaires en vue de la publication de brochures destinées à promouvoir les établissements d'hébergement touristique. Les renseignements à fournir sont déterminés par le Gouvernement.

A défaut de réponse dans le délai indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Commissariat général au tourisme renouvelle la demande par lettre recommandée à la poste.

L'autorisation et la reconnaissance délivrées en vertu du présent décret peuvent être retirées si le titulaire de l'autorisation ou l'association de tourisme social a négligé, pendant deux années consécutives, de donner suite à la demande de renseignements. Il est statué conformément à la procédure organisée aux articles 19 à 23 pour une autorisation et aux articles 62 à 66 pour une reconnaissance. Le recours contre cette décision s'exerce dans les conditions et suivant la procédure respectivement fixées aux articles 44 à 49 et 67 à 72.

## TITRE II. — *Des établissements hôteliers, hébergements touristiques de terroir, meublés de vacances, terrains de camping touristique et villages de vacances*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De l'autorisation*

#### Section 1<sup>re</sup>. — Du principe, du contenu et des effets de l'autorisation

**Art. 6.** Nul ne peut, sans une autorisation préalable écrite et expresse, faire usage d'une dénomination visée à l'article 2, 3<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup>, 21<sup>o</sup> et 24<sup>o</sup>*bis*, ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, dans le cadre de l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique.

L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est dénommée ci-après "l'autorisation".

**Art. 7.** L'autorisation mentionne :

- l'identité du titulaire;
- l'identification et la situation de l'établissement d'hébergement touristique;
- la dénomination attribuée à l'établissement d'hébergement touristique;
- le cas échéant, les dérogations accordées en application de l'article 24, § 2;
- la catégorie dans laquelle l'établissement d'hébergement touristique est classé et, le cas échéant, les dérogations aux critères de classement accordées en application de l'article 37;

6° la capacité de base et la capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique;

7° le cas échéant, la durée pour laquelle elle est accordée.

Au surplus, l'autorisation relative à un terrain de camping touristique mentionne :

1° sauf pour les terrains de camping à la ferme, les zones destinées à accueillir, respectivement, les campeurs de passage, saisonniers et résidentiels;

2° s'il échet, la partie inondable du terrain.

En outre, l'autorisation relative à un village de vacances précise son périmètre et en annexe la liste des unités de séjour.

**Art. 8.** L'autorisation peut être limitée dans le temps.

**Art. 9.** L'autorisation n'est valable que pour l'établissement d'hébergement touristique pour lequel elle a été délivrée et pour le titulaire de l'autorisation auquel elle a été accordée.

#### *Section 2. — De la procédure d'autorisation*

**Art. 10.** La demande d'autorisation est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du Commissariat général au tourisme.

Elle précise la dénomination que le demandeur souhaite utiliser.

Elle peut également contenir une demande de dérogation aux conditions d'octroi de l'autorisation et d'utilisation d'une dénomination visées à l'article 24 ou aux critères de classement visés à l'article 33.

Le Gouvernement arrête le contenu de la demande d'autorisation et peut préciser le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter. Il détermine la forme de la demande.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur, dans les quinze jours de sa réception, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées au Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. Lorsqu'il envisage d'accorder d'initiative une dérogation visée à l'article 24, § 2, ou lorsque le demandeur a formulé dans sa demande d'autorisation une demande de dérogation visée à l'article 10, alinéa 3, le Commissariat général au tourisme transmet la demande pour avis au président du comité technique compétent suivant le type d'établissement d'hébergement touristique concerné, dénommé ci-après "comité technique compétent", en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les soixante jours à dater du jour où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

**Art. 12.** Le Commissariat général au tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur dans un délai de trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Ce délai est porté à quatre mois dans l'hypothèse visée à l'article 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision du Commissariat général au tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Elle est simultanément adressée au bourgmestre de la commune où est situé l'établissement d'hébergement touristique. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions d'octroi et de refus d'autorisation.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu, selon le cas, à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou à l'alinéa 2, équivaut à une décision de refus.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. En cas de cession d'un établissement d'hébergement touristique, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les trois mois à dater de la cession. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 10 à 12.

§ 2. En cas de décès du titulaire de l'autorisation, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les six mois à dater du décès. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 10 à 12.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si l'exploitation est reprise par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré, la demande est constituée d'un certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au demandeur. Elle est adressée endéans les six mois du décès au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Dans les trente jours de sa réception, le Commissariat général au tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur. L'absence de notification au demandeur dans ce délai équivaut à une décision de délivrance d'autorisation.

§ 3. Par dérogation aux articles 6 et 9, dans les cas déterminés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'usage de la dénomination peut être poursuivi jusqu'à la notification de la décision à intervenir ou l'expiration du délai de trente jours déterminé au paragraphe 2, alinéa 2, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé.

**Art. 14.** Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, du meublé de vacances, du terrain de camping touristique ou du village de vacances, le titulaire de l'autorisation fait parvenir au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de trois mois.

**Art. 15.** L'autorisation est affichée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 16.** L'exploitant signale au Commissariat général au tourisme toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la modification.

**Art. 17.** Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, demander la communication d'un nouveau certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au titulaire de l'autorisation ou à la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement d'hébergement touristique. Cette demande a lieu au minimum tous les cinq ans.

*Section 3. — Du retrait de l'autorisation*

**Art. 18.** L'autorisation peut être retirée à son titulaire par le Commissariat général au tourisme :

1° si les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;

2° si le titulaire de l'autorisation ou la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, du meublé de vacances, du terrain de camping touristique ou du village de vacances a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres Ier, IV et VI, et titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;

3° si le titulaire de l'autorisation ou la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, du meublé de vacances, du terrain de camping touristique ou du village de vacances a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution;

4° en ce qui concerne les villages de vacances, si le Commissariat général au tourisme a été saisi d'une réclamation sur la base de l'article 55*bis* et que celle-ci a été jugée recevable et fondée.

**Art. 19.** Avant de prendre toute décision retirant une autorisation, le Commissariat général au tourisme avise son titulaire, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, du motif du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au tourisme. Un procès-verbal est établi. Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 20.** Dans les dix jours de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de son audition, ou à défaut de réaction de celui-ci dans le délai imparti, le Commissariat général au tourisme adresse une demande d'avis au président du comité technique compétent. Une copie des courriers visés à l'article 19, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et, le cas échéant, du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le titulaire y est jointe.

**Art. 21.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis, le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au titulaire. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

**Art. 22.** La décision de retrait est notifiée au titulaire de l'autorisation par lettre recommandée à la poste.

Lorsque le Commissariat général au tourisme ne se rallie pas à l'avis du comité technique compétent, il en indique les motifs.

La décision est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune dans laquelle est situé l'établissement d'hébergement touristique et au président du comité technique compétent.

**Art. 23.** Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise le titulaire de l'autorisation par lettre recommandée à la poste.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi de la lettre visée à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>. En cas de dépassement du délai, la procédure de retrait de l'autorisation est nulle et non avenue.

*CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi de l'autorisation et d'usage d'une dénomination*

*Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des articles 26 à 32 bis, l'octroi de l'autorisation et l'usage d'une dénomination visée à l'article 2, 3°, 7°, 8°, 11°, 18°, 21° et 24°*bis*, ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, dans le cadre de l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique, sont subordonnés au respect des conditions déterminées par le Gouvernement. Celles-ci peuvent porter sur :

1° les caractéristiques du bâtiment et de ses abords ou du terrain de camping touristique, telles que notamment son agencement, son équipement ou les caractéristiques des unités de séjour, de leurs abords et des équipements situés dans le périmètre du village de vacances;

2° la capacité de base et la capacité maximale;

3° l'état d'entretien, de salubrité et de propreté, le confort et la sécurité du bâtiment et de ses abords ou du terrain de camping touristique ou des unités de séjour, de leurs abords et des équipements situés dans le périmètre du village de vacances;

4° la moralité du demandeur d'autorisation, de son titulaire ou de la personne assumant la gestion journalière de l'établissement d'hébergement touristique;

5° le contrat à signer pour chaque occupation;

6° l'accueil à réserver aux touristes;

7° l'identification de l'établissement d'hébergement touristique.

Outre ce qui est prévu à l'alinéa précédent, ces conditions peuvent également porter sur :

1° le temps de mise à disposition minimum des hébergements touristiques de terroir, des meublés de vacances et des unités de séjour;

2° le respect de la quiétude du voisinage en ce qui concerne les hébergements de grande capacité;

3° la nourriture et le service pour ce qui concerne les tables d'hôtes;

4° en ce qui concerne les terrains de camping touristique, le parcellaire, l'équipement technique des parcelles, l'affectation des parcelles, le type d'abri autorisé, la superficie minimale des abris par rapport à la dimension des parcelles, la circulation au sein du terrain et les contraintes imposées en raison de l'existence d'une partie inondable.

§ 2. A titre exceptionnel, le Commissariat général au tourisme ou, sur recours, le Gouvernement peut accorder aux titulaires ou futurs titulaires d'une autorisation des dérogations aux conditions imposées en application des points 1° et 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, afin de tenir compte de situations régionales ou spécifiques. Le Gouvernement peut limiter davantage le nombre de conditions pouvant faire l'objet d'une dérogation.

**Art. 25.** La durée du séjour dans les établissements d'hébergement touristique ne peut être inférieure à une nuit.

*Section 2. — Des établissements hôteliers*

**Art. 26.** L'établissement hôtelier répond aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° il est organisé pour assurer, à titre principal, le séjour d'une clientèle individuelle de passage;
- 2° l'entretien des chambres est assuré quotidiennement;
- 3° les clients ne peuvent avoir accès aux locaux destinés à la préparation des repas.

*Section 3. — Des hébergements touristiques et de terroir*

**Art. 27.** Seule une personne physique peut être titulaire d'une autorisation relative à un hébergement touristique de terroir.

Un titulaire et son cohabitant ne peuvent offrir en location plus de cinq hébergements touristiques de terroir au titre de gîte rural, gîte citadin ou gîte à la ferme.

Un titulaire et son cohabitant ne peuvent offrir en location plus de cinq chambres d'hôtes ou chambres d'hôtes à la ferme.

**Art. 28.** Au sein de l'hébergement touristique de terroir, le touriste doit être accueilli par le titulaire de l'autorisation.

**Art. 29.** Le repas ne peut être proposé au sein d'un gîte rural, citadin ou à la ferme.

**Art. 30.** Le titulaire de l'autorisation relative à un gîte à la ferme ou à une chambre d'hôtes à la ferme doit être l'exploitant agricole ou un parent jusqu'au troisième degré.

**Art. 31.** Le touriste accueilli dans une chambre d'hôtes doit pouvoir prendre le petit déjeuner et participer à la vie familiale dans l'habitation visée à l'article 2, 7°, d.

Le touriste accueilli dans une chambre d'hôtes à la ferme doit pouvoir prendre le petit déjeuner dans l'exploitation agricole visée à l'article 2, 7°, e.

*Section 4. — Des terrains de camping touristique*

**Art. 32.** Les abris fixes installés à titre accessoire dans un terrain de camping touristique doivent rester la propriété du titulaire de l'autorisation ou du propriétaire du terrain de camping touristique.

*Section 5. — Des villages de vacances*

**Art. 32bis.** Seule une entité représentante unique peut être titulaire d'une autorisation relative à un village de vacances.

**CHAPITRE III. — Du classement et de la révision du classement***Section 1<sup>re</sup>. — Des principes*

**Art. 33.** Les établissements hôteliers, les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances, les terrains de camping touristique, à l'exception des terrains de camping à la ferme, les villages de vacances et leurs unités de séjour sont tenus de respecter les critères établis par le Gouvernement en vue de leur classement en catégories. Ces critères peuvent porter sur l'aménagement, l'équipement et la conception de l'établissement d'hébergement touristique, de ses abords et accès, ainsi que sur la sécurité, la propreté et l'entretien de l'établissement et sur le service, l'accueil, les activités et loisirs proposés. En outre, en ce qui concerne les villages de vacances, ces critères peuvent aussi porter sur leur cadre et les densités.

Le Commissariat général au tourisme délivre un classement à ces établissements d'hébergement touristique lorsqu'il octroie une autorisation d'utiliser une dénomination.

**Art. 33bis.** § 1<sup>er</sup>. Les unités de séjour d'un village de vacances sont tenues de respecter les critères établis par le Gouvernement en vue de leur classement en catégories. Ces critères peuvent porter sur leur surface habitable, leurs équipements et leur confort.

§ 2. Seule l'entité représentante est habilitée à demander le classement d'une unité de séjour et toute dérogation ou tout recours y relatifs.

§ 3. L'entité représentante titulaire d'une autorisation est tenue de représenter tout propriétaire d'une unité de séjour située dans le périmètre du village de vacances dans le cadre des procédures visées au paragraphe précédent.

**Art. 34.** Lorsque plusieurs chambres d'hôtes ou chambres d'hôtes à la ferme sont autorisées dans un même bâtiment, un seul et unique classement leur est accordé. Chaque chambre doit respecter les critères nécessaires au classement attribué.

Le classement des maisons d'hôtes et maisons d'hôtes à la ferme s'opère de la même façon.

**Art. 35.** Le Commissariat général au tourisme délivre au titulaire de l'autorisation un écusson correspondant à la dénomination et à la catégorie de classement attribuées, lequel demeure la propriété de la Région wallonne. Le Gouvernement fixe le modèle de l'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution.

Nul ne peut faire usage de l'écusson ou de tout autre dessin ou signe faisant référence à une catégorie de classement s'il ne dispose pas de l'autorisation y afférente.

**Art. 35bis.** Le Commissariat général au tourisme délivre à l'entité représentante un écusson pour le village de vacances et un pour chaque unité de séjour correspondant à la catégorie de classement attribuée, lesquels demeurent la propriété de la Région wallonne. Le Gouvernement fixe le modèle d'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution.

Nul ne peut faire l'usage de l'écusson ou de tout autre dessin ou signe faisant référence à une catégorie de classement s'il ne dispose pas de l'autorisation y afférente.

**Art. 36.** Le Commissariat général au tourisme révisé le classement d'un établissement hôtelier, d'un hébergement touristique de terroir, d'un meublé de vacances, d'un terrain de camping touristique, d'un village de vacances ou d'une unité de séjour si celui-ci répond aux conditions correspondant à une catégorie supérieure ou inférieure de classement.

**Art. 37.** A titre exceptionnel, le Commissariat général au tourisme peut accorder une dérogation à un ou plusieurs critères de classement s'il estime que l'établissement hôtelier, l'hébergement touristique de terroir, le meublé de vacances, le terrain de camping touristique, le village de vacances ou l'unité de séjour, compte tenu de ses caractéristiques particulières, est dans l'impossibilité technique de répondre à ces critères. Le Gouvernement peut limiter le nombre de critères pouvant faire l'objet d'une dérogation.

**Art. 38.** Le titulaire de l'autorisation signale au Commissariat général au tourisme toute modification susceptible d'affecter le classement attribué, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la modification.

*Section 2. — De la demande de révision du classement*

**Art. 39.** Lorsqu'une demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est sollicitée par le titulaire de l'autorisation, elle est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du Commissariat général au tourisme au moyen du formulaire arrêté par le Gouvernement.

Elle est accompagnée de tous les renseignements et documents susceptibles de permettre la révision du classement et, le cas échéant, d'accorder la dérogation.

**Art. 40.** S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, le Commissariat général au tourisme transmet au demandeur par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur une lettre recommandée à la poste sollicitant la production des informations manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans les quinze jours de la réception de celles-ci, le Commissariat général au tourisme transmet au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

**Art. 41.** En cas de demande de dérogation à un critère de classement, le Commissariat général au tourisme transmet la demande pour avis au président du comité technique compétent en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les soixante jours à dater du jour où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

**Art. 42.** Le Commissariat général au tourisme notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

La décision du Commissariat général au tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions de révision du classement et, le cas échéant, de dérogation à un critère de classement.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, équivaut à une décision de refus.

*Section 3. — De la révision du classement à l'initiative du Commissariat général au tourisme*

**Art. 43.** Lorsque la révision du classement se fait à l'initiative du Commissariat général au tourisme, ce dernier statue conformément à la procédure organisée aux articles 19 à 23.

*CHAPITRE IV. — Des recours**Section 1<sup>re</sup>. — De la procédure de recours*

**Art. 44.** Le demandeur ou le titulaire d'une autorisation, ci-après également dénommé "le demandeur", peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision :

1° de refus ou de retrait de l'autorisation;

2° d'autorisation sous une dénomination différente de celle sollicitée;

3° de refus d'accorder une dérogation aux conditions d'octroi de l'autorisation ou d'usage d'une dénomination en application de l'article 24, § 2, ou aux critères de classement en application de l'article 37;

4° de révision du classement à l'initiative du Commissariat général au tourisme;

5° de refus d'accorder la révision du classement.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas prévu aux articles 12, alinéa 4, et 42, alinéa 3, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Il est adressé, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait de l'autorisation ou de révision du classement. Dans ces deux cas, la décision est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours.

**Art. 45.** Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Il envoie dans le même délai une copie du recours au président de la commission consultative de recours visée à l'article 50.

**Art. 46.** Le demandeur peut solliciter d'être entendu par la commission consultative de recours, soit dans son recours, soit par une lettre recommandée à la poste adressée au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 47.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission consultative de recours rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés par lettre recommandée à la poste au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

**Art. 48.** Le Gouvernement statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 45.

Lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis de la commission consultative de recours, il en indique les motifs.

La décision du Gouvernement est notifiée au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. Elle est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune où est situé l'établissement d'hébergement touristique. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions prises sur recours.

**Art. 49.** A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 48, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Commissariat général au tourisme de la lettre recommandée contenant le rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet.

#### *Section 2. — De la commission consultative de recours*

**Art. 50.** Il est constitué une commission consultative de recours, ci-après dénommée "la commission", chargée de rendre des avis sur les recours dont question aux articles 44 et 67.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. La commission est composée comme suit :

- 1° un président;
- 2° deux membres effectifs proposés par des associations de protection des consommateurs;
- 3° deux membres effectifs proposés par le Comité technique de l'hôtellerie;
- 4° deux membres effectifs proposés par le Comité technique du tourisme de terroir et des meublés de vacances;
- 5° deux membres effectifs proposés par le Comité technique de l'hôtellerie de plein air;
- 6° deux membres effectifs proposés par le Comité technique du tourisme social;
- 7° deux membres effectifs proposés par le Comité technique des villages de vacances.

§ 2. Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission.

Pour chaque membre effectif, à l'exception du président, le Gouvernement nomme un suppléant.

§ 3. Un membre supplémentaire représentant le Commissariat général au tourisme peut assister avec voix consultative aux réunions de la commission.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel du Commissariat général au tourisme.

**Art. 52.** Les membres proposés par les comités techniques doivent être choisis en dehors de leur sein.

Ils siègent uniquement lorsque l'avis à émettre concerne le type d'établissement d'hébergement touristique relevant de la compétence du comité technique qu'ils représentent.

**Art. 53.** Les mandats du président, des membres de la commission et de leur suppléant ont une durée de cinq années prenant cours à compter de la date de l'arrêté de nomination. Chaque mandat est renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la composition de la commission est revue dans les six mois qui suivent le renouvellement des comités techniques. Néanmoins, la commission siège valablement tant que son renouvellement n'a pas été opéré.

**Art. 54.** Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

La commission ne délibère valablement que si le président et deux autres membres au moins sont présents.

Les avis sont rendus par les membres présents.

**Art. 55.** Le Gouvernement détermine la procédure de nomination du président et des membres de la commission, ses modalités de fonctionnement et la hauteur des indemnités et rétributions éventuellement accordées au président et aux membres.

#### *CHAPITRE V. — Des réclamations*

**Art. 55bis.** Le propriétaire d'une ou de plusieurs unités de séjour peut introduire une réclamation motivée auprès du Gouvernement à l'encontre :

1° du refus de la part de l'entité représentante d'introduire une demande de classement, de révision de classement, de prime ou de dérogation ou recours y relatifs;

2° du refus de la part de l'entité représentante d'assurer un traitement non discriminatoire entre propriétaires d'unités de séjour.

**Art. 55ter.** Préalablement à l'introduction de toute réclamation, le propriétaire est tenu de mettre l'entité représentante en demeure d'exécuter ses obligations, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, dans les trente jours de la réception de l'envoi recommandé, l'entité représentante ne s'exécute pas ou ne donne pas de réponse suffisante, le propriétaire d'une unité de séjour peut introduire la réclamation visée à l'article 55 bis.

La réclamation est introduite dans les trente jours qui suivent la fin du délai visé à l'alinéa précédent.

Elle est motivée et adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au Commissariat général au tourisme et est accompagnée d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Si le Commissariat général au tourisme estime le dossier recevable et les moyens fondés, il intente d'office la procédure de retrait d'autorisation selon la procédure prévue aux articles 19 à 23.

#### **TITRE III. — Du tourisme social**

##### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des conditions de reconnaissance des associations*

**Art. 56.** Est reconnue comme association de tourisme social toute association sans but lucratif qui remplit les conditions suivantes :

- 1° avoir pour principal objet la promotion du tourisme social;
- 2° exister depuis au moins trois ans;
- 3° disposer, en Région wallonne, de trois centres de tourisme social ou avoir mille membres par province dans au moins trois provinces situées en Région wallonne;
- 4° développer dans ses établissements d'hébergement touristique une politique de tourisme social;
- 5° confier sa gestion journalière à une personne de moralité irréprochable.

CHAPITRE II. — *De la procédure de reconnaissance des associations*

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance d'une association est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement peut arrêter le contenu de la demande de reconnaissance et préciser le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter. Il détermine la forme de la demande.

Si la demande est incomplète, le Commissariat général au tourisme adresse, dans les quinze jours de sa réception, à l'association demanderesse, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées au Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au tourisme adresse à l'association demanderesse un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. En même temps qu'il notifie à l'association demanderesse l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le Commissariat général au tourisme transmet la demande pour avis au président du Comité technique du tourisme social.

Le Comité technique du tourisme social rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, à l'association demanderesse, dans les soixante jours à dater du jour où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

**Art. 58.** Le Commissariat général au tourisme statue et notifie sa décision à l'association demanderesse dans les quatre mois à dater de l'accusé de réception visé à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Lorsque le Commissariat général au tourisme ne se rallie pas à l'avis du Comité technique du tourisme social, il en indique les motifs.

La décision du Commissariat général au tourisme est notifiée à l'association demanderesse par lettre recommandée à la poste. A chaque réunion du Comité technique du tourisme social, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions de reconnaissance ou de refus.

L'absence de notification dans le délai imparti équivaut à une décision de refus.

**Art. 59.** Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'association de tourisme social, celle-ci fait parvenir au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de trois mois.

**Art. 60.** L'association demanderesse signale au Commissariat général au tourisme toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de la reconnaissance, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la modification.

CHAPITRE III. — *Du retrait de la reconnaissance*

**Art. 61.** La reconnaissance peut être retirée à l'association de tourisme social par le Commissariat général au tourisme lorsque :

1° les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;

2° la personne chargée de la gestion journalière de l'association de tourisme social a été condamnée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;

3° la personne chargée de la gestion journalière de l'association de tourisme social a été condamnée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 62.** Avant de prendre une décision lui retirant la reconnaissance, le Commissariat général au tourisme avise l'association de tourisme social, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, du motif de retrait projeté.

L'association de tourisme social dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme. Elle peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendue. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au tourisme. Un procès-verbal est établi. L'association demanderesse est avertie de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Elle peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 63.** Dans les dix jours de la réception des observations de l'association de tourisme social ou de son audition, ou à défaut de réaction de celle-ci dans le délai imparti, le Commissariat général au tourisme adresse au président du Comité technique du tourisme social une demande d'avis. Une copie des courriers visés à l'article 62, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et éventuellement, du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par l'association de tourisme social y est jointe.

**Art. 64.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis, le Comité technique du tourisme social rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, à l'association de tourisme social. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par l'autorité appelée à statuer.

**Art. 65.** La décision de retrait est notifiée à l'association par lettre recommandée à la poste.

Lorsque le Commissariat général au tourisme ne se rallie pas à l'avis du Comité technique du tourisme social, il en indique les motifs.

La décision est simultanément communiquée au président du Comité technique du tourisme social.

**Art. 66.** Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise l'association de tourisme social par lettre recommandée à la poste.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi de la lettre visée à l'article 62, alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE IV. — *Des conditions et de la procédure de recours*

**Art. 67.** Toute association peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre la décision de refus ou de retrait de la reconnaissance.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas prévu à l'article 58, alinéa 4, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.



Il est adressé, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait. Dans ce cas, la décision est suspendue pendant le délai laissé à l'association pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours.

**Art. 68.** Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse à l'association demanderesse un accusé de réception, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Il envoie dans le même délai une copie de recours au président de la commission consultative de recours visée à l'article 50.

**Art. 69.** L'association demanderesse peut solliciter d'être entendue par la commission consultative de recours soit dans son recours, soit par lettre recommandée à la poste adressée au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par l'association de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

L'association demanderesse est avertie de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Elle peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 70.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission consultative de recours rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par l'association demanderesse. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés par lettre recommandée à la poste à l'association demanderesse. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par l'association demanderesse.

**Art. 71.** Le Gouvernement statue sur le recours et notifie sa décision à l'association demanderesse dans les quatre mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 68.

Lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis de la commission consultative de recours, il en indique les motifs.

La décision du Gouvernement est notifiée au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, à l'association demanderesse. A chaque réunion du Comité technique du tourisme social, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions prises sur recours.

**Art. 72.** A défaut pour l'association demanderesse d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, elle peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Commissariat général au tourisme de la lettre recommandée concernant le rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet.

#### TITRE IV. — *De la protection contre l'incendie*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De l'attestation de sécurité incendie*

**Art. 73.** Un établissement d'hébergement touristique ne peut être exploité sans attestation de sécurité-incendie, sauf s'il s'agit d'un terrain de camping touristique pour ce qui concerne les abris mobiles et les bâtiments inaccessibles aux campeurs.

L'attestation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est dénommée ci-après "l'attestation de sécurité-incendie".

**Art. 74.** Par dérogation à l'article 73, le Gouvernement peut imposer, par arrêté réglementaire, une attestation de contrôle simplifié pour un bâtiment accueillant un établissement d'hébergement touristique dont la capacité maximale est inférieure à dix personnes ou plusieurs établissements d'hébergement touristique si l'addition de leur capacité maximale est inférieure à dix personnes.

Ce contrôle simplifié porte au moins sur les principaux équipements et installations.

**Art. 75.** Une attestation de sécurité-incendie doit être obtenue pour chaque bâtiment ou pour chaque partie de bâtiment.

**Art. 76.** L'attestation de sécurité-incendie est délivrée par le bourgmestre s'il est satisfait aux normes de sécurité spécifiques applicables au bâtiment ou à la partie de bâtiment concernée.

Ces normes sont déterminées par le Gouvernement en tenant compte de la capacité maximale d'hébergement, du type de service offert et de la densité d'occupation du bâtiment.

**Art. 77.** L'attestation de sécurité-incendie peut être assortie de l'obligation d'accomplir, dans un délai renouvelable, des travaux de mise en conformité de l'établissement d'hébergement touristique aux normes de sécurité spécifiques.

Le délai et ses renouvellements ne peuvent excéder, au total, douze mois. Le bourgmestre statue sur la demande de renouvellement sur avis du service d'incendie territorialement compétent.

Le non-respect des échéances imposées entraîne de plein droit la caducité de l'attestation de sécurité-incendie. Le bourgmestre charge le service d'incendie territorialement compétent de vérifier le respect des délais. Lorsqu'il est constaté le non-respect de ceux-ci, le bourgmestre établit un constat de caducité qu'il notifie au Commissariat général au tourisme et par lettre recommandée à la poste, au titulaire de l'attestation de sécurité-incendie.

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup>. L'attestation de sécurité-incendie a une durée de validité de cinq années, sauf pour les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances et les unités de séjour pour lesquels elle a une durée de validité de dix années. Ce délai prend cours le jour de la notification de l'attestation de sécurité-incendie au demandeur en application des articles 82, alinéa 3, 88, alinéa 4, et 89.

La durée de l'attestation de sécurité-incendie est toutefois prorogée jusqu'au terme de l'examen de la demande de renouvellement, pour autant que celle-ci soit introduite au moins six mois avant l'expiration des délais visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, il y a caducité de l'attestation de sécurité-incendie existante et une nouvelle attestation de sécurité-incendie doit être obtenue lorsque le bâtiment, la partie de bâtiment ou son équipement ont fait l'objet de transformations susceptibles de remettre en cause sa sécurité en matière d'incendie, et en tout cas lors de :

- 1° la création de nouveaux locaux destinés aux hôtes, tels que chambre, salle de réunions, cuisine, salon;
- 2° la modification du chemin d'évacuation ou du trajet qu'ils empruntent;
- 3° la réalisation de gros travaux d'aménagement d'ascenseur et de monte-charge;
- 4° l'installation, la modification ou l'extension d'un réseau de gaz ou d'électricité;
- 5° toute transformation nécessitant un permis d'urbanisme.

La durée de validité de l'attestation de sécurité-incendie antérieure est toutefois prorogée jusqu'au terme de l'examen de la demande d'une nouvelle attestation de sécurité-incendie, pour autant que celle-ci soit introduite au plus tard trente jours après la fin des travaux. Si les travaux sont interrompus, pour bénéficier de cette prorogation, la demande doit être introduite dans les trente jours à dater de cette interruption.

#### CHAPITRE II. — *De la procédure de délivrance de l'attestation de sécurité-incendie*

**Art. 79.** La demande d'attestation de sécurité-incendie est adressée, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bâtiment ou la partie de bâtiment concernée.

Le Gouvernement détermine la forme de la demande et son contenu.

Une même demande d'attestation de sécurité-incendie peut porter sur plusieurs bâtiments.

Si le demandeur fait choix d'introduire plusieurs demandes d'attestation de sécurité-incendie pour un même établissement d'hébergement touristique, le bourgmestre peut joindre ces demandes pour les instruire ensemble.

**Art. 80.** Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le bourgmestre en transmet une copie au service d'incendie territorialement compétent.

**Art. 81.** Le service d'incendie adresse son rapport au bourgmestre et au demandeur dans les soixante jours de la réception du dossier.

**Art. 82.** Le bourgmestre statue sur la demande d'attestation de sécurité-incendie au vu du rapport du service d'incendie et, le cas échéant, sur la base de l'arrêté du Gouvernement accordant les dérogations en application des articles 90 à 92.

Lorsque le bourgmestre s'écarte du rapport du service d'incendie, il en indique les motifs.

La décision est notifiée au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois à dater de la réception de la demande par le bourgmestre. Sauf en cas de refus, cette notification contient la reproduction des articles 77 et 78.

**Art. 83.** La notification par le demandeur au bourgmestre d'une demande de dérogation adressée au Gouvernement suspend les délais déterminés aux articles 81 et 82 jusqu'à la réception de la décision du Gouvernement intervenue en application de l'article 90.

Le bourgmestre communique sans délai la demande de dérogation au service d'incendie.

#### CHAPITRE III. — *Des recours*

**Art. 84.** Le demandeur peut exercer un recours motivé auprès du Gouvernement :

- 1° à l'encontre du refus d'attestation de sécurité-incendie ou des obligations imposées en vertu de l'article 77;
- 2° lorsqu'il n'a pas reçu la décision du bourgmestre dans les nonante-cinq jours à dater de la réception de son recours par le bourgmestre.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il est introduit à l'encontre d'une décision de refus de renouvellement de l'attestation de sécurité-incendie ou d'une décision de refus d'octroi d'une nouvelle attestation de sécurité-incendie, dans les hypothèses visées respectivement à l'article 78, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, et pour autant que les demandes aient été introduites dans le délai requis. Dans ces deux cas, la validité de l'attestation de sécurité-incendie antérieure est prorogée pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours.

Il est adressé au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste, et est accompagné d'une copie de la demande, du rapport du service d'incendie et de la décision contestée, s'ils existent.

Il est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la date à partir de laquelle le demandeur peut former recours.

**Art. 85.** Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Il envoie dans le même délai une copie du recours et de ses annexes au président de la commission sécurité-incendie visée à l'article 93 et en informe le bourgmestre concerné.

**Art. 86.** Le demandeur peut demander à être entendu par la commission sécurité-incendie, soit dans son recours, soit par une lettre recommandée à la poste adressée au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués, éventuellement lors de la visite des lieux opérée par eux. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 87.** Dans un délai de quatre mois à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission rend un avis motivé, le cas échéant après avoir entendu le demandeur, et le notifie au Commissariat général au tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, une copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

**Art. 88.** Le Gouvernement statue sur le recours, sur avis de la commission sécurité-incendie, et adresse sa décision au demandeur dans un délai de sept mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 85.

Lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis de la commission sécurité-incendie, il en indique les motifs.

Si le recours ne met en cause que les conditions imposées par le bourgmestre, la compétence du Gouvernement n'est pas limitée à l'examen desdites conditions de telle sorte qu'il peut refuser l'attestation de sécurité-incendie.

La décision du Gouvernement est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Sauf en cas de refus, cette notification contient notamment la reproduction des articles 77 et 78. La décision est également notifiée au bourgmestre concerné et au service d'incendie compétent.

**Art. 89.** A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 88, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Commissariat général au tourisme de la lettre recommandée contenant rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet.

#### CHAPITRE IV. — *Des dérogations*

**Art. 90.** Une dérogation aux normes de sécurité spécifiques peut être accordée par le Gouvernement, pour autant que le niveau de sécurité en matière d'incendie demeure satisfaisant. A cette fin, le Gouvernement peut imposer des mesures de compensation.

La décision vise les dispositions auxquelles il est permis de déroger.

**Art. 91.** La demande de dérogation est adressée au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste, accompagnée, le cas échéant, d'une copie du rapport du service d'incendie. Elle est motivée et précise les points sur lesquels porte la demande.

Le recours visé à l'article 84 peut contenir une telle demande de dérogation, à condition qu'elle soit expressément mentionnée. Dans ce cas, les procédures de dérogation et de recours sont jointes.

**Art. 92.** La demande de dérogation est traitée suivant la procédure organisée aux articles 84 à 89.

#### CHAPITRE V. — *De la commission sécurité-incendie*

**Art. 93.** Il est constitué une commission sécurité-incendie chargée de rendre des avis sur les recours dont question à l'article 84 et sur les demandes de dérogation visées à l'article 90.

La commission a également une compétence consultative générale en matière de sécurité-incendie appliquée au secteur du tourisme.

**Art. 94.** § 1<sup>er</sup>. La commission sécurité-incendie est composée comme suit :

1° un président;

2° deux membres effectifs, experts des services d'incendie;

3° deux membres effectifs proposés par le Comité technique de l'hôtellerie;

4° deux membres effectifs proposés par le Comité technique du tourisme de terroir et des meublés de vacances;

5° deux membres effectifs proposés par le Comité technique de l'hôtellerie de plein air;

6° deux membres effectifs proposés par le Comité technique du tourisme social;

7° deux membres effectifs proposés par le Conseil supérieur du tourisme;

8° deux membres effectifs proposés par le Comité technique des villages de vacances.

§ 2. Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission sécurité-incendie.

Pour chaque membre effectif, à l'exception du président, le Gouvernement nomme un suppléant.

§ 3. Un membre supplémentaire représentant le Commissariat général au tourisme et un autre représentant le Ministre peuvent assister avec voix consultative aux réunions de la commission.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel du Commissariat général au tourisme.

**Art. 95.** Les membres proposés par les comités techniques et le Conseil supérieur du tourisme peuvent être choisis en dehors de leur sein. Ils siègent uniquement lorsque l'avis à émettre concerne le type d'établissement d'hébergement touristique de la compétence du comité technique qu'ils représentent.

Les membres proposés par le Conseil supérieur du tourisme sont des personnes exploitant un établissement d'hébergement touristique n'utilisant pas une dénomination visée à l'article 2, 3°, 7°, 8°, 18°, 21° ou 24°*bis*, à l'exclusion des centres de tourisme social. Ils siègent uniquement lorsque l'avis à émettre concerne un établissement d'hébergement touristique non visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 96.** Les mandats du président, des membres de la commission et de leur suppléant ont une durée de cinq années prenant cours à compter de la date de l'arrêté de nomination. Chaque mandat est renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la composition de la commission doit être revue dans les six mois qui suivent le renouvellement du Conseil supérieur du tourisme. Néanmoins, la commission siège valablement tant que son renouvellement n'a pas été opéré.

**Art. 97.** Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. La commission ne délibère valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents. Les avis sont rendus par les membres présents.

**Art. 98.** Le Gouvernement détermine la procédure de nomination du président et des membres de la commission, ses modalités de fonctionnement et la hauteur des indemnités et rétributions éventuellement accordées au président et aux membres.

#### TITRE V. — *Des subventions*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des subventions pour les établissements hôteliers*

**Art. 99.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à la construction, à l'aménagement, à l'agrandissement et à l'équipement d'établissements hôteliers.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions de biens meubles ou de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à mettre les bâtiments ou parties de bâtiments, utilisés sous la dénomination "établissement hôtelier", en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques.

**Art. 100.** Le Gouvernement précise les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 101.** Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des travaux, honoraires et acquisitions visés à l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup>.

Toutefois, le taux de la subvention peut s'élever jusqu'à 50 % du coût des investissements déterminés prioritaires par le Gouvernement.

Le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 99, alinéa 2.

**Art. 102.** Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions, travaux et honoraires est inférieur à 5.000 euros par établissement hôtelier, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aucun coût minimal n'est exigé lorsque ces acquisitions, travaux et honoraires ont pour objet la mise en conformité aux normes de base ou aux normes de sécurité spécifiques.

**Art. 103.** Le montant total des subventions accordées pour un établissement hôtelier ne peut dépasser 50.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux.

#### CHAPITRE II. — *Des subventions pour les hébergements touristiques de terroir*

**Art. 104.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour certaines acquisitions de biens meubles, certains travaux de rénovation ou d'aménagement, et les honoraires relatifs à ces travaux, destinés à la création, à la modernisation d'hébergements touristiques de terroir dans des bâtiments existant depuis dix ans au moins et pour les honoraires relatifs à ces travaux.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions de biens meubles ou de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à mettre les bâtiments ou parties de bâtiments, utilisés sous une dénomination visée à l'article 2, 7<sup>o</sup>, en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques.

**Art. 105.** Le Gouvernement précise la nature des travaux de rénovation et d'aménagement, ainsi que des acquisitions pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 106.** Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>.

Toutefois, le taux de la subvention peut s'élever jusqu'à 50 % du coût des investissements déterminés prioritaires par le Gouvernement.

Le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 104, alinéa 2.

**Art. 107.** Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions, travaux et honoraires est inférieur aux montants suivants, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise :

1<sup>o</sup> 1.250 euros par gîte rural, gîte à la ferme ou gîte citadin à l'exception des micro-hébergements;

2<sup>o</sup> 500 euros par chambre d'hôtes, chambre d'hôtes à la ferme et micro-hébergement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aucun coût minimal n'est exigé lorsque ces acquisitions, travaux et honoraires ont pour objet la mise en conformité aux normes de base ou aux normes de sécurité spécifiques.

**Art. 108.** Par période de dix ans, le montant total des subventions visées à l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être supérieur aux montants suivants, même s'il y a changement de propriétaire :

1<sup>o</sup> 15.000 euros par hébergement de grande capacité;

2<sup>o</sup> 12.000 euros par gîte rural, gîte à la ferme et gîte citadin à l'exception des hébergements de grande capacité et des micro-hébergements;

3<sup>o</sup> 2.500 euros par micro-hébergement;

4<sup>o</sup> 2.000 euros par chambre d'hôtes et chambre d'hôtes à la ferme.

Par période de dix ans, le montant total des subventions visées à l'article 104, alinéa 2, ne peut être supérieur aux montants suivants, même s'il y a changement de propriétaire :

1<sup>o</sup> 12.500 euros par hébergement de grande capacité;

2<sup>o</sup> 5.000 euros par gîte rural, gîte à la ferme et gîte citadin à l'exception des hébergements de grande capacité et des micro-hébergements;

3<sup>o</sup> 750 euros par chambre d'hôtes, chambre d'hôtes à la ferme et micro-hébergement.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux.

#### CHAPITRE III. — *Des subventions pour les meublés de vacances*

**Art. 109.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions de biens meubles ou de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à mettre les bâtiments ou parties de bâtiments, utilisés sous la dénomination "meublé de vacances", en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques.

**Art. 110.** Le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 109.

**Art. 111.** Par période de dix ans, le montant total des subventions accordées pour un meublé de vacances ne peut être supérieur aux montants suivants, même s'il y a changement de propriétaire :

1<sup>o</sup> 12.500 euros par hébergement de grande capacité;

2<sup>o</sup> 5.000 euros par meublé de vacances;

3<sup>o</sup> 750 euros par micro-hébergement.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux.

CHAPITRE IV. — *Des subventions pour les terrains de camping touristique*

**Art. 112.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les travaux d'aménagement et d'équipement de terrains de camping touristique et les honoraires relatifs à ceux-ci, pour l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux destinés à la création, à l'agrandissement et à la modernisation de terrains de camping touristique, y compris l'achat du mobilier d'équipement intérieur et extérieur et du matériel d'entretien motorisé, accessoires compris, ainsi que pour les frais d'animation.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les travaux destinés à la création, à l'agrandissement et à la modernisation de sanitaires ou d'un vestiaire dans un camping à la ferme ainsi que les honoraires relatifs à ces travaux ou pour l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Aucune subvention n'est accordée pour des travaux réalisés sur une partie inondable d'un terrain de camping touristique.

**Art. 113.** Le Gouvernement précise les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 112.

**Art. 114.** § 1<sup>er</sup>. Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux, honoraires et frais d'animation visés à l'article 112, alinéa 1<sup>er</sup>.

Cependant, lorsque les travaux, acquisitions et frais d'animation sont réalisés dans un terrain de camping touristique offrant un minimum de 25 % d'emplacements réservés aux campeurs de passage, le taux de la subvention s'élève à 40 %.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux de la subvention s'élève à 50 % lorsque les travaux d'aménagement et d'équipement des installations concernent le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées d'un terrain de camping touristique, y compris l'égouttage général.

§ 2. Le taux de la subvention s'élève à 30 % des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 112, alinéa 2.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, le taux de la subvention peut s'élever jusqu'à 50 % du coût des investissements déterminés prioritaires par le Gouvernement.

**Art. 115.** Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions, travaux et honoraires est inférieur à 5.000 euros par terrain de camping touristique, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise.

**Art. 116.** Lorsque le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux honoraires et infrastructures d'animation visés à l'article 112, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant total des subventions accordées pour un terrain de camping touristique ne peut dépasser 50.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire.

Lorsque le taux de la subvention s'élève à 40 % du coût des acquisitions, travaux honoraires et infrastructures d'animation visés à l'article 112, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant total des subventions accordées ne peut dépasser 70.000 euros par période de trois ans.

Lorsque le taux de la subvention s'élève à 50 %, le montant total des subventions accordées ne peut dépasser 85.000 euros par période de trois ans.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant total des subventions accordées pour un terrain de camping à la ferme ne peut dépasser 2.000 euros par période de trois ans.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes aux subventions pour les établissements hôteliers, les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances et les terrains de camping touristique**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 117.** La taxe sur la valeur ajoutée peut être incluse dans le montant des acquisitions, travaux et honoraires subventionnables, lorsqu'elle ne peut pas être récupérée par le demandeur. *subSection 2. — Des conditions d'octroi et de maintien des subventions*

*Section 2. — Des conditions d'octroi et de maintien des subventions*

**Art. 118.** L'octroi des subventions visées aux articles 99, 104, 109 et 112 est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur doit être titulaire de l'autorisation correspondant au type d'établissement d'hébergement touristique pour lequel la subvention est demandée ou s'engager par écrit à solliciter l'autorisation au plus tard à l'achèvement des travaux;

2° le demandeur doit produire, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 120.

Le bénéficiaire doit maintenir l'affectation du bien pendant cinq ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée.

Aucune subvention n'est accordée si un autre pouvoir public a déjà octroyé une subvention pour ces travaux, honoraires ou acquisitions.

*Section 3. — De l'adaptation des taux et plafonds*

**Art. 119.** Le Gouvernement est habilité à adapter les montants prévus aux articles 102, 103, 107, 108, 111, 115 et 116 pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret selon la formule :

montant prévu à l'article respectif x  $\frac{\text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$

l'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent décret et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

*Section 4. — Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

**Art. 120.** La demande d'octroi d'une subvention doit être adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Commissariat général au tourisme sur le formulaire défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête le contenu et détermine la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

**Art. 121.** § 1<sup>er</sup>. Le Commissariat général au tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour un établissement hôtelier ou un terrain de camping touristique, détermine le montant des subventions accordées pour cet établissement d'hébergement touristique au cours des deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de subvention pour un hébergement touristique de terroir, le Commissariat général au tourisme détermine le montant des subventions accordées respectivement sur la base de l'article 104, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, pour cet établissement d'hébergement touristique au cours des neuf exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de subvention pour un meublé de vacances, le Commissariat général au tourisme détermine le montant des subventions accordées pour cet établissement d'hébergement touristique au cours des neuf exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

§ 2. La subvention visée à l'article 99 ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu à l'article 103 et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'article 112 ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 116 et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 108, alinéa 1<sup>er</sup>, et le montant respectivement déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

La subvention visée à l'article 104, alinéa 2, ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 108, alinéa 2, et le montant respectivement déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

La subvention visée à l'article 109 ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 111 et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Le Commissariat général au tourisme veille, en outre, au respect du Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides de minimis.

Lorsque le montant d'une subvention pour un établissement hôtelier ou un terrain de camping touristique atteint le plafond prévu respectivement aux articles 103 et 116, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt deux ans après l'engagement de la subvention précédente.

Lorsque le montant d'une subvention accordée pour un hébergement touristique de terroir sur la base de l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>, ou sur la base de l'article 104, alinéa 2, atteint le plafond prévu respectivement à l'article 108, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt neuf ans après l'engagement de la subvention précédente.

Lorsque le montant d'une subvention pour un meublé de vacances atteint le plafond prévu à l'article 111, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt neuf ans après l'engagement de la subvention précédente.

§ 3. Le Commissariat général au tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 3 du Règlement n° 69/2001 précité.

**Art. 122.** Toute personne qui demande l'octroi d'une subvention en vertu de l'article 99, 104, 109 ou 112 autorise, par le fait même, le Gouvernement à faire procéder sur place à toute vérification jugée utile.

Le refus de se soumettre à ces vérifications ou l'entrave à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi fixées à l'article 118.

**Art. 123.** La liquidation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° les acquisitions doivent être exécutées au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande et au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention; les travaux doivent être entamés au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande et terminés au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention;

2° les dates des factures détaillées relatives aux acquisitions et travaux visés au point 1° doivent être comprises entre les deux dates qui y sont visées; toutefois, lorsque les travaux sont terminés dans le courant du dernier trimestre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire, le délai de facturation est prolongé de trois mois à dater de la fin des travaux;

3° les acquisitions et les travaux pour lesquels elle a été octroyée doivent être achevés et l'établissement d'hébergement touristique doit être fonctionnel;

4° les factures originales, d'un montant minimal de 125 euros chacune, doivent être produites;

5° le bénéficiaire doit avoir obtenu l'autorisation correspondant au type d'établissement d'hébergement touristique pour lequel la subvention a été demandée.

**Art. 124.** La subvention est liquidée à celui qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux, pour autant qu'il soit toujours propriétaire ou titulaire de l'autorisation au jour de la liquidation.

**Art. 125.** Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées aux articles 118, 123 et 124.

Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption réfragable que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 118, 123 ou 124.

**Art. 126.** Sauf décision contraire préalable du Gouvernement, le bénéficiaire doit rembourser la subvention, au prorata du nombre d'années restant à courir, si, dans le délai de cinq ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée, il n'est plus satisfait aux conditions fixées à l'article 118.

## CHAPITRE VI. — Des subventions en matière de tourisme social

### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 127.** Pour promouvoir et développer le tourisme social, le Gouvernement peut intervenir, dans les limites des crédits inscrits au budget, dans les dépenses effectuées par les associations de tourisme social qui remplissent les conditions fixées à l'article 129.

La subvention de la Région wallonne peut porter sur les dépenses relatives :

1° aux acquisitions ou aux réaffectations de terrains ou d'installations et aux constructions destinées et affectées au développement des établissements d'hébergement touristique relevant du tourisme social;

2° à l'aménagement intérieur, à l'équipement mobilier et aux gros entretiens des terrains, installations et constructions visés au point 1°.

Les honoraires relatifs aux travaux visés à l'alinéa 2 peuvent être subventionnés.

La taxe sur la valeur ajoutée peut être subventionnée dans la mesure où elle ne peut pas être récupérée par l'association bénéficiaire.

**Art. 128.** Le Gouvernement peut préciser les dépenses subventionnables.

*Section 2. — Des conditions d'octroi et de maintien des subventions*

**Art. 129.** Le Gouvernement peut accorder les subventions visées à l'article 127, alinéa 2, aux associations de tourisme social qui remplissent les conditions suivantes :

1° l'établissement d'hébergement touristique pour lequel la subvention est demandée respecte les normes d'équipements sanitaires fixées par le Gouvernement, les normes de base et les normes de sécurité spécifiques;

2° l'association de tourisme social crée un équipement et une exploitation suffisants pour permettre une gestion rationnelle et efficace;

3° elle défend un projet qui s'inscrit dans la politique générale menée par la Région wallonne en matière de tourisme;

4° elle consacre, par année civile, au moins 51 % de l'occupation réelle de l'établissement d'hébergement touristique concerné à l'hébergement de ses affiliés, par référence au nombre de nuitées;

5° la rémunération des prestations fournies à ses affiliés ne dépasse pas, d'une part, les trois quarts du prix moyen perçu pour une prestation comparable dans un établissement hôtelier et, d'autre part, les trois quarts du prix pratiqué dans l'établissement d'hébergement touristique concerné à l'égard des non-affiliés;

6° le demandeur doit produire, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 134.

Aucune subvention n'est accordée si les travaux, honoraires ou acquisitions peuvent être subventionnés en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sauf s'il est établi que, sans cette aide complémentaire, ils ne peuvent être réalisés.

**Art. 130.** Le Gouvernement est habilité à fixer les normes d'équipements sanitaires visées à l'article 129, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 131.** L'association de tourisme social doit assurer l'entretien de la réalisation subventionnée et maintenir son affectation pendant un délai de quinze ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle elle a bénéficié de la subvention.

Le délai précité est ramené à sept ans pour les acquisitions de biens meubles.

*Section 3. — Des taux et du montant de la subvention*

**Art. 132.** La subvention s'élève à 75 % maximum du montant des dépenses visées à l'article 127, alinéa 2, pour autant qu'il y ait création de lits.

La subvention s'élève à 60 % maximum du montant des dépenses visées à l'article 127, alinéa 2, sans création de lits.

**Art. 133.** Le montant maximal subventionnable est fixé à 12.500 euros par lit à créer, sauf autorisation de déplafonnement accordée par le Gouvernement.

Le montant est adapté le 1<sup>er</sup> avril de chaque année par rapport à l'indice des prix à la construction du 5 avril 1997 selon la formule :

$$\frac{12.500 \times \text{indice nouveau}}{469}$$

l'indice des prix à la construction du 5 avril 1997 étant 469 et l'indice nouveau étant l'indice des prix à la construction du mois de mars de l'année en cours.

En toute hypothèse, le montant adapté sur la base de l'alinéa 2 est arrondi à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

Le Gouvernement transmet chaque année au Conseil régional wallon le relevé des décisions de déplafonnement et leurs justifications.

Le calcul du prix de revient par lit tient compte de l'ensemble des dépenses visées à l'article 127, alinéa 2, et des honoraires d'architecte, à l'exclusion des autres honoraires visés à l'article 127, alinéa 3. La taxe sur la valeur ajoutée relative à ces dépenses, les frais liés à l'acquisition d'immeubles et les dépenses d'aménagement relatives à l'accueil des personnes handicapées n'interviennent pas dans le calcul.

*Section 4. — Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

**Art. 134.** La demande de subvention doit être adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement arrête le contenu et la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

**Art. 135.** Toute association de tourisme social qui sollicite une subvention en vertu de l'article 127 autorise, par le fait même, le Gouvernement à faire procéder sur place aux vérifications jugées utiles pour apprécier si, des points de vue technique, touristique et social, le projet répond aux buts poursuivis et aux conditions fixées à l'article 129.

Le refus de se soumettre à ces vérifications ou l'entrave à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait à ces buts et conditions.

**Art. 136.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la subvention dépasse 100.000 euros, son remboursement est garanti par une hypothèque légale sur les biens situés en Belgique qui appartiennent au bénéficiaire et sont susceptibles d'hypothèque.

L'hypothèque est inscrite à la requête du Gouvernement. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours.

Les frais d'inscription de l'hypothèque légale sont à charge du bénéficiaire de la subvention.

§ 2. Toutefois, lorsque le demandeur en subvention ne dispose pas de biens susceptibles d'hypothèque et que la subvention dépasse 100.000 euros, le remboursement doit être garanti par une hypothèque conventionnelle dont les frais sont à charge du demandeur.

**Art. 137.** § 1<sup>er</sup>. La subvention correspondant à une acquisition d'immeubles, à un marché de travaux, de fournitures ou de services peut être liquidée à concurrence de maximum 90 % sur production des pièces de dépenses justifiant l'acquisition, les travaux, les fournitures ou les prestations à concurrence d'au moins un tiers de la dépense prévue.

Le décompte final doit être présenté au plus tard avant l'expiration du douzième mois suivant la date de la dernière liquidation provisoire.

§ 2. Les acquisitions d'immeubles faisant l'objet d'une subvention doivent être réalisées au plus tôt à la date d'introduction de la demande de subvention et au plus tard dans les douze mois de la notification de l'octroi de celle-ci.

Les travaux, la livraison des fournitures ou la prestation des services doivent débiter au plus tôt à la date d'introduction de la demande de subvention et au plus tard dans un délai de douze mois à dater de la notification de l'octroi de celle-ci et être terminés au plus tard trois ans après le début de ces travaux, livraison ou prestation.

§ 3. En cas de non-respect des délais prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, et sauf prolongation accordée par le Gouvernement sur la base d'une demande dûment justifiée introduite par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, les sommes indûment versées doivent être remboursées.

**Art. 138.** Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées aux articles 129, 131 et 137.

Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption réfragable que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 129, 131 ou 137.

**Art. 139.** § 1<sup>er</sup>. L'association bénéficiaire qui cesse de satisfaire aux conditions prévues aux articles 129 et 131, alinéa 1<sup>er</sup>, doit, sauf autorisation préalable du Gouvernement, rembourser intégralement la subvention octroyée sur la base de l'article 127 si l'événement qui justifie la restitution intervient dans un délai de cinq ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée.

Lorsque cet événement survient après expiration de ce délai de cinq ans, l'association bénéficiaire doit rembourser la subvention diminuée d'un dixième pour chaque période de douze mois écoulée après le délai de cinq ans précité.

§ 2. Lorsque la subvention octroyée sur la base de l'article 127 concerne l'acquisition de biens meubles, l'association bénéficiaire doit, sauf autorisation préalable du Gouvernement, rembourser au prorata du nombre d'années restant à courir, si, dans un délai de sept ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle elle a bénéficié de la subvention, il n'est plus satisfait aux conditions fixées aux articles 129 et 131, alinéa 2.

**Art. 140.** Outre sa comptabilité générale, l'association bénéficiaire d'une subvention prévue tient une comptabilité distincte comprenant l'établissement d'un compte de résultats et d'un bilan annuel pour chacun des centres de tourisme social.

## TITRE VI. — *Des infractions et des sanctions*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la surveillance et de la constatation des infractions*

**Art. 141.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1<sup>o</sup> pénétrer à toute heure du jour et de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire en l'existence d'une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution; lorsqu'il s'agit d'un domicile, fût-ce temporaire, le consentement écrit du titulaire de l'autorisation, du ou des occupants ou l'autorisation préalable du juge de police, lequel vérifie s'il y a des indices d'infraction, est requis. Il en va de même des chambres éventuellement inoccupées;

2<sup>o</sup> requérir l'assistance de la police;

3<sup>o</sup> procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle et enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont respectées, et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance et établir de ces auditions des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent :

1<sup>o</sup> fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le Commissariat général au tourisme informe le procureur du Roi des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport; le Commissariat général au tourisme le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2<sup>o</sup> dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; le Commissariat général au tourisme transmet ce procès-verbal, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au procureur du Roi et au contrevenant, et ce, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1<sup>o</sup>.

Une copie en est adressée dans le même délai au bourgmestre de la commune où est situé le bien concerné et, par lettre recommandée à la poste, à son propriétaire et au titulaire de l'autorisation.

### CHAPITRE II. — *Des amendes administratives*

**Art. 142.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction aux articles 14, 16, 38, 60, 126 et 139 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 125 euros.

En cas d'infraction aux articles 6, 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ou alinéa 2, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, alinéa 2, et 35bis, alinéa 2, ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 141, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 25.000 euros.

En cas d'infraction aux articles 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, 73 et 74 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 50.000 euros.

Le contrevenant est le responsable de la gestion de l'établissement d'hébergement touristique, sauf si celui-ci démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le Ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, sauf en cas de classement sans suite.

L'amende administrative est infligée par le Commissariat général au tourisme.



§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis par le Commissariat général au tourisme au Ministère public dans les quinze jours de sa rédaction.

Le Ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au Commissariat général au tourisme sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le Ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé ou dans l'hypothèse d'un classement sans suite, le Commissariat général au tourisme décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du Commissariat général au tourisme fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du Commissariat général au tourisme introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Il notifie simultanément copie de ce recours au Commissariat général au tourisme. Le recours de même que le délai pour former recours suspendent l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du Commissariat général au tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article.

Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de perception de l'amende.

### CHAPITRE III. — *Des sanctions pénales*

**Art. 143.** Est puni d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 14, 16, 38, 60, 126 et 139 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

**Art. 144.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 6, 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ou alinéa 2, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, alinéa 2, et 35 bis, alinéa 2, ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 141.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

**Art. 145.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, 73 et 74 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

Outre les pénalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale, le juge peut prononcer les peines prévues aux articles 36, 37 et 37 bis du Code pénal.

**Art. 146.** Le contrevenant est le responsable de la gestion de l'établissement d'hébergement touristique, sauf si celui-ci démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi.

**Art. 147.** § 1<sup>er</sup>. Outre les pénalités prévues aux articles 143, 144 et 145, le juge ordonne, à la demande du Commissariat général au tourisme, la cessation de l'acte illicite ou la remise en état des lieux.

Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours suivant le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice de la Région wallonne à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Cette sûreté est constituée par un dépôt auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou par une garantie bancaire indépendante émise par un établissement de crédit agréé, soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état dans le délai prescrit, le Commissariat général au tourisme peut pourvoir d'office à son exécution et en récupérer les frais lorsque les travaux ont été exécutés sur simple état dressé par le Gouvernement. Cet état a force exécutoire.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme peut agir devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel afin d'obtenir la condamnation, outre aux pénalités prévues aux articles 143, 144 et 145, à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

Il peut également agir devant le tribunal civil afin d'obtenir la condamnation à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

TITRE VII. — *Des dispositions modificatives, transitoires et finales*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives**Section 1<sup>re</sup>. — Des établissements hôteliers, hébergements touristiques de terroir, meublés de vacances et terrains de camping touristique*

**Art. 148.** Dans le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, les termes "permis de camping-caravaning" des articles 1<sup>er</sup>, 2, 4 et 6 du même décret sont remplacés par les termes "permis de caravanage".

**Art. 149.** Dans l'intitulé ainsi qu'aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du même décret, les mots "terrain de camping-caravaning" et les mots "terrains de camping" sont remplacés par les mots "terrains de caravanage".

**Art. 150.** Dans le même décret, il est inséré, après l'article 1<sup>er</sup>, le chapitre suivant :

"Chapitre 1<sup>er bis</sup>. — Champ d'application

Article 1<sup>er bis</sup>. Le présent décret ne s'applique pas aux établissements soumis au décret relatif aux établissements d'hébergement touristique. » .

**Art. 151.** A l'article 2, alinéa 3, du même décret, les termes "groupes organisés de campeurs placés sous la surveillance d'un ou de plusieurs moniteurs" sont remplacés par les termes "groupes membres d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne".

**Art. 152.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes "qui prévoient l'avis conforme du fonctionnaire délégué de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme" sont supprimés.

**Art. 153.** A l'article 4 du même décret, il est inséré un second alinéa :

"Le Gouvernement accorde des subventions pour des travaux d'aménagement et d'équipement d'installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées selon les modalités qu'il détermine. Toutefois, aucune subvention ne peut être accordée lorsque ces travaux sont réalisés sur une partie inondable d'un terrain de camping touristique."

**Art. 154.** Les articles 7 à 9 du même décret sont remplacés par les articles suivants :

"Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1<sup>o</sup> pénétrer à toute heure du jour et de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire en l'existence d'une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution; lorsqu'il s'agit d'un domicile, fût-ce temporaire, le consentement écrit du titulaire de l'autorisation, du ou des occupants ou l'autorisation préalable du juge de police, lequel vérifie s'il y a des indices d'infraction, est requis;

2<sup>o</sup> requérir l'assistance de la police;

3<sup>o</sup> procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle et enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont respectées, et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance et établir de ces auditions des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent :

1<sup>o</sup> fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le Commissariat général au tourisme informe le procureur du Roi des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport; le Commissariat général au tourisme le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2<sup>o</sup> dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; le Commissariat général au tourisme transmet ce procès-verbal, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au procureur du Roi et au contrevenant, et ce, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1<sup>o</sup>.

Une copie en est adressée dans le même délai au bourgmestre de la commune où est situé le bien concerné et, par lettre recommandée à la poste, à son propriétaire et au titulaire de l'autorisation.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction aux articles 2 et 4 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 7, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 50.000 euros.

Le contrevenant est le responsable de la gestion du terrain de caravanage, sauf si celui-ci démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le Ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, sauf en cas de classement sans suite.

L'amende administrative est infligée par le Commissariat général au tourisme.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis par le Commissariat général au tourisme au Ministère public dans les quinze jours de sa rédaction.

Le Ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au Commissariat général au tourisme sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le Ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé ou dans l'hypothèse d'un classement sans suite, le Commissariat général au tourisme décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du Commissariat général au tourisme fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du Commissariat général au tourisme introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Il notifie simultanément copie de ce recours au Commissariat général au tourisme. Le recours de même que le délai pour former recours suspendent l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du Commissariat général au tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article.

Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de perception de l'amende.

Art. 9. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 2 et 4 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 7.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

Outre les pénalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale, le juge peut prononcer les peines prévues aux articles 36, 37 et 37 bis du Code pénal.

Le contrevenant est le responsable de la gestion de l'établissement d'hébergement touristique, sauf si celui-ci démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi. »

**Art. 155.** Dans le même décret, il est inséré un article 9 bis rédigé comme suit :

"Art. 9bis. § 1<sup>er</sup>. Outre les pénalités prévues à l'article 9, le juge ordonne, à la demande du Commissariat général au tourisme, la cessation de l'acte illicite ou la remise en état des lieux.

Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours suivant le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice de la Région wallonne à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Cette sûreté est constituée par un dépôt auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou par une garantie bancaire indépendante émise par un établissement de crédit agréé, soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état dans le délai prescrit, le Commissariat général au tourisme peut pourvoir d'office à son exécution et en récupérer les frais lorsque les travaux ont été exécutés sur simple état dressé par le Gouvernement. Cet état a force exécutoire.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme peut agir devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel afin d'obtenir la condamnation, outre aux pénalités prévues à l'article 9, à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

Il peut également agir devant le tribunal civil afin d'obtenir la condamnation à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux. » .

**Art. 156.** Sont abrogés :

1° le décret du Conseil de la Communauté française du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 et du 14 septembre 2000;

4° le décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes;

5° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982 relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôtes, modifié par le décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1988 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994;

6° l'arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1995 déterminant la classification des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des meublés de tourisme et des chambres d'hôtes;

7° l'arrêté ministériel du 10 juillet 1997 relatif à l'écusson déterminant la classification des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des meublés de tourisme et des chambres d'hôtes;

8° l'article 4, 4° et 6°, du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

9° l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, et alinéa 2, ainsi que l'article 33, le chapitre VII et les annexes 5, 7 et 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994;

10° le décret du 20 juillet 1976 du Conseil culturel de la Communauté française organisant le camping à la ferme;

11° l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif à la réglementation de la pratique du camping à la ferme, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1980.

#### Section 2. — Du tourisme social

**Art. 157.** Sont abrogés :

1° le décret du Conseil régional wallon du 6 mars 1997 relatif au tourisme social;

2° l'arrêté du Gouvernement du 27 novembre 1997 portant exécution du décret du 6 mars 1997 relatif au tourisme social.

#### Section 3. — De la protection contre l'incendie

**Art. 158.** Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existant au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité spécifiques à ces établissements d'hébergement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 et du 13 septembre 2001.

#### Section 4. — Des subventions

**Art. 159.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement du 30 mars 1995 réglant l'octroi de subventions en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982 relatif aux subventions accordées en vue de la création ou de la modernisation, dans les bâtiments existants, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôtes, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 octobre 1985 et 11 septembre 1990;

3° l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et l'article 4, 2° à 15°, de l'arrêté du Gouvernement du 16 février 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions en matière de camping-caravaning, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 et du 10 juin 1999.

### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

#### Section 1<sup>re</sup>. — Des établissements hôteliers, hébergements touristiques de terroir, meublés de vacances et terrains de camping touristique

**Art. 160.** Sont assimilés à l'autorisation :

1° les autorisations délivrées en application de l'article 4 du décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers;

2° sans préjudice de l'article 162, les autorisations délivrées en application de l'article 2 du décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes;

3° les permis de camping-caravaning délivrés en application de l'article 2 du décret du 4 mars 1991 du Conseil de la Communauté française relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

4° les autorisations délivrées en application de l'article 5 du décret du 20 juillet 1976 du Conseil culturel de la Communauté française organisant le camping à la ferme.

**Art. 161.** Sans préjudice de l'application des articles 36 à 43, 162 et 164, les établissements d'hébergement touristique conservent le classement attribué en exécution des décrets et arrêtés en application avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 162.** § 1<sup>er</sup>. Les établissements d'hébergement touristique exploités sous la dénomination de "meublé de tourisme", de "gîte rural" ou de "gîte à la ferme" en application du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes introduisent, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, une demande d'autorisation auprès du Commissariat général au tourisme.

Les établissements d'hébergement touristique qui se sont conformés à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation en utilisant la dénomination de "meublé de tourisme", de "gîte rural" ou de "gîte à la ferme" jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande.

§ 2. La demande est adressée au Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Le Gouvernement arrête le contenu de la demande d'autorisation et peut préciser le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter. Il détermine la forme de la demande.

§ 3. Dans les trois mois de la réception de la demande, le Commissariat général au tourisme statue sur la demande d'autorisation en se conformant à l'article 7 et notifie sa décision, par lettre recommandée à la poste, au demandeur.

§ 4. En l'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu au paragraphe 3, l'établissement d'hébergement touristique est autorisé à utiliser la même dénomination et le même classement que ceux respectivement autorisés et attribués avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Si un nouveau classement ou une nouvelle dénomination est attribué, il remplace le précédent.

§ 5. Un recours est ouvert contre la décision prise en vertu du paragraphe 3 dans les formes et délais prévus aux articles 44 à 49.

**Art. 163.** Si le titulaire et son cohabitant offrent en location plus de cinq hébergements touristiques de terroir au titre de gîte rural ou de gîte à la ferme à la date d'entrée en vigueur du présent décret, il peut être dérogé à l'article 27.

**Art. 164.** La demande d'autorisation introduite avant la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction suivant la procédure en vigueur avant cette date, sous réserve des modifications apportées par les articles 148 à 152.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la demande d'autorisation d'utiliser la dénomination de "meublé de tourisme", de "gîte rural" ou de "gîte à la ferme" vaut demande au sens de l'article 10 et est poursuivie selon la procédure prévue aux articles 11 à 17. Par dérogation à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du présent décret, la lettre recommandée visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou l'accusé de réception prévu à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

#### Section 2. — Du tourisme social

**Art. 165.** Les associations reconnues sur la base de l'arrêté royal du 23 janvier 1951 réglementant l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire ou du décret du 6 mars 1997 relatif au tourisme social sont réputées reconnues comme associations de tourisme social au sens de l'article 56 du présent décret.

#### Section 3. — De la protection contre l'incendie

**Art. 166.** Les établissements d'hébergement touristique exploités à la date d'entrée en vigueur du présent décret sans attestation de sécurité-incendie disposent d'un délai de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour adresser au bourgmestre une demande d'attestation de sécurité-incendie.

Les établissements d'hébergement touristique qui se sont conformés à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande.

**Art. 167.** Le Gouvernement peut prévoir un délai endéans lequel les établissements d'hébergement touristique en cours d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doivent se conformer à l'article 74.

Les établissements d'hébergement touristique qui se sont conformés au délai imposé, le cas échéant, par le Gouvernement peuvent poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

**Art. 168.** L'instruction de la demande d'attestation de sécurité-incendie introduite avant la date d'entrée en vigueur du présent décret est poursuivie suivant la procédure en vigueur avant cette date.

**Art. 169.** En ce qui concerne les établissements d'hébergement touristique qui ne sont pas visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existant au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité spécifiques à ces établissements d'hébergement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 et du 13 septembre 2001, la première attestation de sécurité-incendie délivrée peut être assortie d'un délai renouvelable afin de permettre la mise en conformité de l'établissement d'hébergement touristique aux normes spécifiques. Le bourgmestre statue sur la demande de renouvellement sur avis du service d'incendie territorialement compétent. Le délai initial, augmenté des éventuels renouvellements et de la durée des procédures, ne peut excéder un délai à déterminer par le Gouvernement.

Le non-respect du délai de mise en conformité entraîne la caducité de l'attestation de sécurité-incendie. Le bourgmestre charge le service d'incendie compétent de vérifier le respect du délai. Lorsqu'il est constaté le non-respect de celui-ci, le bourgmestre établit un constat de caducité qu'il notifie au titulaire de l'attestation de sécurité-incendie et au Commissariat général au tourisme, par lettre recommandée à la poste.

#### Section 4. — Des subventions

**Art. 170.** Les subventions octroyées sur la base du décret du Conseil de la Communauté française du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes et du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning restent soumises à ces textes et à leurs arrêtés d'application.

L'instruction des demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret est poursuivie selon les dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 171.** Les meublés de tourisme, gîtes ruraux et gîtes à la ferme, tels que définis et autorisés sur la base du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes, qui ne remplissent pas les nouvelles conditions d'octroi d'une autorisation et d'usage d'une dénomination fixées par le présent décret, sont assimilés, pour l'octroi de subventions, à un gîte citadin, un gîte rural ou un gîte à la ferme pendant dix ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour autant qu'ils continuent à satisfaire aux conditions prévues par ou en vertu du décret du 16 juin 1981 précité.

**Art. 172.** § 1<sup>er</sup>. Dans le délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, les associations ayant reçu une subvention au titre du tourisme social avant celle-ci doivent faire savoir à la Région wallonne si elles choisissent :

1° de rester sous l'emprise des dispositions antérieures;

2° d'opter pour le système de remboursement prévu à l'article 139, à condition que la Région wallonne puisse, le cas échéant, inscrire une hypothèque conformément à l'article 136.

§ 2. Ce choix doit être adressé par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme. Le bénéficiaire doit, le cas échéant, joindre à cette lettre la liste des biens susceptibles d'hypothèques, les titres de propriété ou de baux emphytéotiques, un état hypothécaire récent relatif à ces biens et une attestation récente du créancier hypothécaire révélant le montant de sa créance en principal et en intérêts.

§ 3. Le Commissariat général au tourisme accuse réception de cette lettre dans les quinze jours.

Si la demande est incomplète, le Commissariat général adresse, dans le même délai, au bénéficiaire, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que son choix ne sera valablement exprimé que par communication de ces pièces.

§ 4. A défaut d'avoir exprimé un choix valable dans le délai imparti, le bénéficiaire est réputé avoir choisi de rester sous l'emprise de la législation antérieure.

**Art. 172bis.** § 1<sup>er</sup>. Les asbl ayant obtenu des subventions de tourisme social aux conditions des arrêtés royaux des 23 janvier 1951 (tel que modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1996), 14 février 1967 et 24 septembre 1969 ou du décret wallon du 6 mars 1997, disposent d'un délai transitoire de deux ans :

- soit pour se transformer en société commerciale ou à finalité sociale, pour autant qu'un délai de cinq ans au moins se soit écoulé à la date de transformation depuis l'octroi du dernier subside et qu'aucune action en récupération n'ait été introduite antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Code;

- soit pour céder leurs activités de tourisme, mais pour autant qu'un délai de cinq ans au moins se soit écoulé à la date de cession depuis l'octroi du dernier subside et qu'aucune action en récupération n'ait été introduite antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Code.

§ 2. Le respect de la présente disposition entraînera qu'aucune action en récupération des subventions versées ne pourra être introduite, celles-ci restant définitivement acquises.

Pour les asbl qui auront fait choix de ne pas se transformer ou de ne pas céder leurs activités de tourisme social et dont il serait constaté qu'elles n'ont pas respecté les conditions de subsidiation, la Région wallonne introduira, au terme de la période transitoire, sur initiative du Ministre compétent, une action en récupération des subventions versées en se conformant aux dispositions suivantes :

1. l'action en remboursement ne s'exercera qu'au prorata des années pendant lesquelles les conditions d'octroi des subventions n'étaient pas ou plus remplies;

2. l'action en remboursement s'exercera pour autant que la Région wallonne, à l'initiative du Ministre compétent, ait dénoncé auprès de l'asbl par avis motivé le non-respect des critères légaux dans les trois ans à dater du jour où lesdits critères n'ont pas été ou ne sont plus respectés.

Les intérêts, calculés au taux légal, commenceront à courir dès la date de la dénonciation. L'action en remboursement se prescrit par cinq ans à dater du jour où lesdits critères n'ont pas été ou ne sont plus respectés, pour autant que la dénonciation soit intervenue.

### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 173.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception de l'article 34 qui entre en vigueur cinq ans après cette date et de l'article 6, pour ce qui concerne les villages de vacances, qui entre en vigueur deux ans après cette date.

Pour les villages de vacances, durant cette même période de deux ans, les délais de procédure visés aux articles 11, 12, 13, 14, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 48 et 49 seront doublés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil 583 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 à 14.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 16 décembre 2003.*

*Discussion - Vote.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 864

[2004/200662]

**18 DECEMBER 2003. — Decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL. — Algemene bepalingen****HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**HOOFDSTUK II. — Begripsbepalingen**

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° toerist : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding, voor de ontspanning of het zakendoen, naar een plaats begeeft die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die elders dan in zijn gewoonlijke verblijfplaats verblijft;

2° toeristische logiesverstreckende inrichting : elke inrichting die, ware het toevallig, aan één of meerdere toeristen een onderkomen biedt dan wel de bezetting van een toeristisch kampeerterrein aanbiedt;

3° hotelbedrijf : elke toeristische logiesverstreckende inrichting met winstoogetmerk met als benaming hotel, appart-hotel, herberg, motel, eethuis, pension of relais; de regering kan die opsomming aanvullen;

4° sociaal toerisme : de vrijetijds- en vakantieactiviteiten die op zodanige wijze door een vereniging georganiseerd worden dat elke persoon, en meer in het bijzonder de economisch en cultureel mindergegoeden, de beste praktische voorwaarden aangeboden worden om daadwerkelijk toegang te krijgen tot die activiteiten;

5° vereniging voor sociaal toerisme : de vereniging erkend op grond van titel III;

6° centrum voor sociaal toerisme : de toeristische logiesverstreckende inrichting die de voorwaarden van artikel 129, eerste lid, 4° en 5°, naleeft en niet gebruik maakt van een benaming als bedoeld onder de punten 3°, 7° en 19°;

7° streekgebonden toeristisch logies : elke toeristische logiesverstreckende inrichting die zich buiten een vakantiedorp, een weekendverblijfpark of een toeristisch kampeerterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf of een centrum voor sociaal toerisme, met één van de volgende benamingen :

a. "landelijke vakantiewoning", indien ingericht in een landelijk gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang;

b. "vakantiewoning in de stad", indien ingericht in een gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang, in een stadsgebied gelegen;

c. "vakantiewoning op de hoeve", indien ingericht in een vrijstaand gebouw, met eigen toegang, van een in werking zijnd landbouwbedrijf of in de onmiddellijke nabijheid ervan;

d. "gastenkamer", indien het een kamer betreft die deel uitmaakt van een persoonlijke en gewoonlijke ééengezinswoning van de vergunninghouder, voorzover ze niet in een gebouw of gebouwgedeelte ligt waar een voor het publiek toegankelijke dranksluiterij of eetgelegenheden gevestigd is;

e. "gastenkamer op de hoeve", indien het een gastenkamer betreft die ingericht is in een in werking zijnd landbouwbedrijf;

f. "gastenhuis", indien het een pand betreft dat vier of vijf gastenkamers telt;

g. "gastenhuis op de hoeve" : indien het een pand betreft dat vier of vijf gastenkamers op een hoeve telt;

8° gemeubileerde vakantiewoning : elke vrijstaande toeristische logiesverstreckende inrichting met eigen toegang die zich buiten een vakantiedorp, een weekendverblijfpark of een toeristisch kampeerterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf, een centrum voor sociaal toerisme of van streekgebonden toeristisch logies;

9° "groot onderkomen" : streekgebonden toeristisch logies of gemeubileerde vakantiewoning dat/die meer dan vijftien personen een onderkomen kan bieden;

10° "klein onderkomen" : streekgebonden toeristisch logies of gemeubileerde vakantiewoning met enkel één multifunctionele ruimte, zonder afzonderlijke kamer, en die maximum vier personen een onderkomen biedt;

11° "gastentafel" : dienstverlening bestaande uit de bereiding, uitsluitend bestemd voor de bewoners van een gastenkamer of een gastenkamer op de hoeve, van maaltijden die hoofdzakelijk samengesteld zijn uit streekproducten en die opgediend worden aan de gezinstafel van de vergunninghouder;

12° basiscapaciteit : het aantal personen voor wie een toeristische logiesverstreckende inrichting ontworpen is en te huur aangeboden wordt;

13° maximumcapaciteit : de basiscapaciteit, verhoogd met het aantal personen aan wie logies verstrekt kan worden door middel van bijkomende bedden;

14° toeristisch kamperen : het gebruik door toeristen als onderkomen van een mobiel verblijf dat niet voor permanente bewoning wordt gebruikt;

15° mobiel verblijf : een tent, een rijcaravan, een stacaravan, een motorhome of elke andere gelijkwaardig verblijf;

16° rijcaravan : elke caravan die zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden;

17° stacaravan : elke caravan zonder verdieping, met uitzondering van de caravans die "chalets" worden genoemd en gekenmerkt zijn door een bekleding uit hout of uit stoffen die er als hout uit zien, die niet zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden, maar toch gemakkelijk te vervoeren is, en die verwijderd kan worden zonder afgebouwd of afgebroken te moeten worden;

18° toeristisch kampeerterrein : het terrein dat doorgaans of seizoensgebonden door één of meerdere toeristen gebruikt wordt voor de beoefening van het toeristisch kamperen. Het toeristisch kampeerterrein waarop de vergunninghouder bijkomend niet-verplaatsbare verblijven optrekt die niet voor permanente bewoning gebruikt worden, houdt niet op die hoedanigheid te bezitten;

19° niet-verplaatsbaar verblijf : een chalet, een bungalow, een zomerhuisje, een paviljoen of elk ander gelijkaardig verblijf;

20° kamperen op de hoeve : het toeristisch kamperen dat door een landbouwwuitbater georganiseerd wordt op een terrein dat van zijn bedrijf afhangt en waarop geen enkele stacaravan gevestigd is;

21° kampeerterrein op een hoeve : het toeristisch kampeerterrein dat gebruikt wordt om op de hoeve te kamperen;

22° kampeerder op doortocht : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks dertig opeenvolgende dagen niet overschrijdt en die elk mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf gebruikt, stacaravans uitgezonderd. Hij verblijft daadwerkelijk op het terrein en op het einde van zijn verblijf verwijdert hij zijn kampeerverblijf;

23° seizoensgebonden kampeerder : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks vier maanden niet overschrijdt en die gebruik maakt van elk niet-verplaatsbaar of mobiel verblijf, stacaravans uitgezonderd;

24° residentieel kampeerder : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks zes maanden niet overschrijdt en die gebruik maakt van een stacaravan;

24°*bis*. vakantiedorp : elke toeristische logiesverstreckende inrichting, samengesteld uit collectieve uitrustingen en een geheel van minstens vijftien verblijfseenheden die tegelijk aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

- a. het maakt deel uit van een enige en samenhangende omtrek;
- b. de perceelindeling wordt niet door omheiningen of schuttingen afgebakend;
- c. de inrichting van de omgeving is eenvormig;
- d. het beschikt over een ontvangslokaal;

24°*ter*. verblijfseenheid : gebouw of gebouwgedeelte dat tegelijk aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

- a. zijn basiscapaciteit bedraagt minstens twee personen;
- b. zijn maximumcapaciteit mag niet meer bedragen dan twintig personen;
- c. het is vrijstaand en beschikt over een eigen toegang;
- d. het leeft de brandveiligheidsbepalingen zoals bepaald in titel IV na;
- e. het leeft de minimumnormen voor indeling in categorieën na zoals bepaald bij of krachtens artikel 33*bis*;

24°*quater*. vertegenwoordigende instantie : rechtspersoon die in het vakantiedorp de eigenaar(s) van verblijfseenheden vertegenwoordigt;

25°*quater*. basismnormen : de federale brandbeschermingsbepalingen;

26°*quater*. specifieke veiligheidsnormen : de veiligheidsnormen inzake brandbescherming die eigen zijn aan de toeristische logiesverstreckende inrichtingen;

27°*quater*. gebouw : elk bouwwerk dat een overdekte ruimte vormt die toegankelijk is voor personen en geheel of gedeeltelijk uit omringende muren bestaat;

28°*quater*. gebouwgedeelte : elk deel van een bouwwerk dat een overdekte ruimte vormt die toegankelijk is voor personen, met een eigen opening naar buiten, waarvan de muren één uur lang vuurbestendig zijn en waarvan de openingen binnenshuis gesloten worden aan de hand van bestanddelen die een half uur lang vuurbestendig zijn; de eis inzake de eigen opening naar buiten geldt niet voor de gebouwgedeelten waar gastenkamers of gastenkamers op de hoeve ingericht zijn indien hun maximumcapaciteit samengeteld minder dan tien personen bedraagt.

### HOOFDSTUK III. — *Termijnberekening*

**Art. 3.** De dag van ontvangst van de akte, die het vertrekpunt is voor een termijn, is er niet in begrepen.

**Art. 4.** Inbegrepen in de termijn is de vervalldag. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, verschuift de vervalldag naar de eerstvolgende werkdag.

### HOOFDSTUK IV. — *Publicatie van toeristische brochures*

**Art. 5.** Op vraag van het Commissariaat-generaal voor Toerisme zijn de houders van een krachtens dit decreet afgeleverde vergunning en de verenigingen voor sociaal toerisme ertoe verplicht hem binnen de dertig dagen na ontvangst van zijn verzoek de gegevens te bezorgen die noodzakelijk zijn voor de publicatie van brochures ter bevordering van de toeristische logiesverstreckende inrichtingen. De aard van die gegevens wordt door de regering bepaald.

Indien er geen antwoord volgt binnen de termijn bepaald in het eerste lid, hernieuwt het Commissariaat-generaal voor Toerisme zijn verzoek bij ter post aangetekend schrijven.

De vergunning en de erkenning die krachtens dit decreet zijn afgeleverd, kunnen ingetrokken worden indien de vergunninghouder of de vereniging voor sociaal toerisme twee jaar na elkaar geen gevolg hebben gegeven aan het verzoek om inlichtingen. Er wordt beslist overeenkomstig de procedure bepaald bij de artikelen 19 tot en met 23 voor een vergunning en bij de artikelen 62 tot en met 66 voor een erkenning. Het beroep tegen die beslissing gebeurt volgens de voorwaarden en de procedure die respectievelijk in de artikelen 44 tot en met 49 en 67 tot en met 72 worden vastgesteld.

## TITEL II. — *Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen, toeristisch kampeerterrein en vakantiedorpen*

### HOOFDSTUK I. — *Vergunning*

#### *Afdeling 1. — Beginsel, inhoud en gevolgen van de vergunning*

**Art. 6.** Zonder schriftelijke en uitdrukkelijke voorafgaandelijke vergunning mag niemand in het kader van de uitbatting van een toeristische logiesverstreckende inrichting gebruik maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 3°, 7°, 8°, 11°, 18°, 21° en 24°*bis*, of van een andere term, vertaling of schrijfwijze die voor verwarring zou kunnen zorgen.

De vergunning bedoeld in het eerste lid wordt hierna "de vergunning" genoemd.

**Art. 7.** In de vergunning worden vermeld :

- 1° de identiteit van de houder;
- 2° de identificatie en de ligging van de toeristische logiesverstreckende inrichting;
- 3° de benaming die de toeristische logiesverstreckende inrichting toegewezen wordt;
- 4° in voorkomend geval, de afwijkingen die toegestaan worden overeenkomstig artikel 24, § 2;
- 5° de categorie waarbij de toeristische logiesverstreckende inrichting is ingedeeld en, in voorkomend geval, de afwijkingen van de indelingscriteria overeenkomstig artikel 37;
- 6° de basiscapaciteit en de maximumcapaciteit van de toeristische logiesverstreckende inrichting;



7° in voorkomend geval, de duur van de vergunning.

Daarbovenop worden in de vergunning voor een toeristisch kampeerterrein vermeld :

1° behalve voor de kampeerterreinen op een hoeve, de gebieden die bestemd zijn om respectievelijk kampeersers op doortocht, seizoensgebonden en residentiële kampeersers onder te brengen;

2° in voorkomend geval, het overstroombare deel van het terrein.

Daarnaast wordt in de vergunning voor een vakantiedorp diens omtrek aangegeven en, bijgaand, de lijst van de verblijfseenheden.

**Art. 8.** De vergunning kan in de tijd beperkt zijn.

**Art. 9.** De vergunning geldt enkel voor de toeristische logiesverstreckende inrichting waarvoor hij is afgeleverd en voor de vergunninghouder aan wie hij is afgeleverd.

#### *Afdeling 2. — Vergunningsprocedure*

**Art. 10.** De vergunningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Daarin wordt de benaming die de aanvrager wenst te gebruiken, aangegeven.

De vergunningsaanvraag kan ook een aanvraag bevatten tot afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning en voor het gebruik van een benaming als bedoeld in artikel 24 of van de indelingscriteria bedoeld in artikel 33.

De regering stelt de inhoud van de vergunningsaanvraag vast en kan het aantal exemplaren van het dossier waaruit die aanvraag dient te bestaan, aangeven. Hij bepaalt de vorm van de aanvraag.

**Art. 11.** § 1. Is de aanvraag onvolledig, richt het Commissariaat-generaal binnen de vijftien dagen na ontvangst bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw aanvangt. De ontbrekende stukken dienen te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, bij ter post aangetekend schrijven.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Indien het toekennen van een afwijking bedoeld in artikel 24, § 2, op eigen initiatief gebeurt of indien de aanvrager in zijn vergunningsaanvraag een afwijking als bedoeld in artikel 10, derde lid, heeft aangevraagd, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag voor advies aan de voorzitter van het bevoegde technische comité, hierna "bevoegd technisch comité" genoemd, al naar gelang van het soort toeristische logiesverstreckende inrichting en terzelfder tijd geeft hij aan de aanvrager kennis van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Het bevoegd technisch comité brengt een met redenen omkleed verslag uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvrager, binnen de zestig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme daaraan voorbijgegaan.

**Art. 12.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid.

Die termijn wordt op vier maanden gebracht in de veronderstelling bedoeld in artikel 11, § 2, eerste lid.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de aanvrager. Tegelijk wordt ze aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische logiesverstreckende inrichting gevestigd is, gericht. Bij elke vergadering van het bevoegde technische comité geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht van de beslissingen tot toekenning dan wel intrekking van vergunningen. Indien de kennisgeving aan de aanvrager binnen de al naar gelang in het eerste of het tweede lid bepaalde termijn uitblijft, staat dat gelijk met een beslissing tot weigering.

**Art. 13.** § 1. Bij afstand van een toeristische logiesverstreckende inrichting dient de overnemer binnen drie maanden te rekenen van de afstand een vergunningsaanvraag in. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 10 tot en met 12.

§ 2. Bij overlijden van de vergunninghouder dient de overnemer een vergunningsaanvraag in binnen de zes maanden te rekenen van het overlijden. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 10 tot en met 12.

In afwijking van het eerste lid bestaat de aanvraag, indien de uitbating overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn, uit een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en die aan de aanvrager is afgeleverd sinds minder dan drie maanden. Dat bewijs wordt binnen de zes maanden na het overlijden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Binnen de dertig dagen na ontvangst ervan beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de vergunningsaanvraag en geeft er kennis van aan de aanvrager.

Indien de kennisgeving aan de aanvrager binnen die termijn uitblijft, staat dat gelijk met een beslissing tot afleveren van de vergunning.

§ 3. In afwijking van de artikelen 6 en 9 kan de benaming in de gevallen bepaald in paragrafen 1 en 2 gebruikt blijven worden tot en met de kennisgeving van de komende beslissing of het verstrijken van de termijn van dertig dagen bepaald in paragraaf 2, tweede lid, voorzover de aanvraag binnen de vastgestelde termijn is ingediend.

**Art. 14.** Binnen de drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van het hotelbedrijf, de gemeubileerde vakantiewoning, het toeristisch kampeerterrein of het vakantiedorp laat de vergunninghouder bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur geworden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en die op naam van de vervanger is afgeleverd sinds minder dan drie maanden.

**Art. 15.** De vergunning wordt aangeplakt op door de regering bepaalde wijze.

**Art. 16.** De uitbater meldt aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme elke wijziging die van invloed zouden kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning, bij ter post aangetekend schrijven binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

**Art. 17.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde vragen dat een nieuw bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en dat sinds minder dan drie maanden aan de vergunninghouder of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische logiesverstreckende inrichting is afgeleverd, overgemaakt wordt. Dat verzoek geschiedt minstens vijfjaarlijks.

*Afdeling 3. — Intrekking van de vergunning*

**Art. 18.** De vergunning kan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme worden ingetrokken :

1° indien de bepalingen van het decreet of diens uitvoeringsbesluiten niet in acht genomen worden;

2° indien de vergunninghouder of de persoon belast met het dagelijks bestuur van het hotelbedrijf, de gemeubileerde vakantiewoning, het toeristisch kampeerterein of het vakantiedorp veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden en die in België voor een inbreuk omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat gelijkaardig is aan feit dat één van die overtredingen vormt, is uitgesproken, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf is opgeschort en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft;

3° indien de vergunninghouder of de persoon belast met het dagelijks bestuur van het hotelbedrijf, de gemeubileerde vakantiewoning, het toeristisch kampeerterein of het vakantiedorp veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een overtreding van de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten;

4° wat betreft de vakantiedorpen, indien bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bezwaar aanhangig is gemaakt op grond van artikel 55*bis* en indien dat bezwaar ontvankelijk en gegrond is geacht.

**Art. 19.** Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een vergunning, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme diens houder bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in over de grond voor de vooropgestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over te maken. Hij kan in dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt hij door het Commissariaat-generaal voor Toerisme gehoord. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum over die hoorzitting ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

**Art. 20.** Binnen de tien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de vergunninghouder of nadat laatstgenoemde is gehoord of bij uitblijven van reactie zijnerzijds binnen de opgelegde termijn, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verzoek om adviesverlening aan de voorzitter van het bevoegde technisch comité. Een afschrift van de briefwisseling bedoeld in artikel 19, eerste en tweede lid, en, in voorkomend geval, van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de houder medegedeeld stuk worden bijgevoegd.

**Art. 21.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening brengt het bevoegde technische comité een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de houder. Indien de kennisgeving van het advies in de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

**Art. 22.** Van de beslissing tot intrekking wordt aan de vergunninghouder kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme zich niet achter het advies van het bevoegde technische comité schaart, worden daar de redenen voor opgegeven.

De beslissing wordt gelijktijdig medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waarin de toeristische logiesverstreckende inrichting gelegen is en aan de voorzitter van het bevoegde technische comité.

**Art. 23.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen en licht de vergunninghouder bij ter post aangetekend schrijven over in.

Een beslissing tot intrekking kan enkel plaatsvinden meer dan zes maanden na het versturen van het schrijven bedoeld in artikel 19, eerste lid. Indien die termijn wordt overschreden, wordt de procedure tot intrekking van de vergunning als onbestaand beschouwd.

**HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toekenning van de vergunning en het gebruik van een benaming**

*Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 24.** § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 26 tot en met 32*bis* worden in het kader van de uitbating van een toeristische logiesverstreckende inrichting de toekenning van de vergunning en het gebruik van een benaming bedoeld in artikel 2, 3°, 7°, 8°, 11°, 18°, 21° en 24°*bis*, of van een andere term, vertaling of schrijfwijze die voor verwarring zou kunnen zorgen, ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de voorwaarden door de regering bepaald. Die voorwaarden kunnen betrekking hebben op :

1° de kenmerken van het gebouw en diens naaste omgeving of van het toeristisch kampeerterein zoals meer bepaald hun ruimte-indeling, hun uitrusting of de kenmerken van de verblijfseenheden, hun naaste omgeving en de uitrustingen die in de omtrek van het vakantiedorp gelegen zijn;

2° basis- en maximumcapaciteit;

3° de staat van onderhoud, gezondheid en schoonheid, het comfort en de veiligheid van het gebouw en diens naaste omgeving of van het toeristisch kampeerterein of de verblijfseenheden, hun naaste omgeving en de uitrustingen die in de omtrek van het vakantiedorp gelegen zijn;

4° de zedelijkheid van de vergunningsaanvrager of van de persoon die het dagelijks bestuur van de toeristische logiesverstreckende inrichting waarneemt;

5° het contract dat bij elke bezetting getekend moet worden;

6° de ontvangst die de toeristen voorbehouden wordt;

7° de identificatie van de toeristische logiesverstreckende inrichting.

Naast wat in vorig lid is bepaald, kunnen die voorwaarden eveneens betrekking hebben op :

1° de minimumtijd van de terbeschikkingstelling van het streekgebonden toeristisch logies, het gemeubileerd vakantieverblijf en de verblijfseenheid;

2° de eerbiediging van de rust van de buurt voor inrichtingen met een groot onderkomen;

3° het voedsel en de dienstverlening voor wat betreft de gasttafels;

4° wat betreft de toeristische kampeerterrinen, de perceelindelingen de technische uitrusting van de percelen, de bestemming van de percelen, het soort toegelaten verblijf, de minimumoppervlakte van de verblijven in verhouding tot de afmetingen van de percelen, het verkeer op het terrein en de dwingende voorwaarden opgelegd wegens het bestaan van een overstroombaar grondstuk.

§ 2. Bij wijze van uitzondering kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme of, bij beroep, de regering aan de houders of toekomstige houders van een vergunning afwijkingen toestaan van de voorwaarden opgelegd overeenkomstig punten 1° en 2° van het eerste lid om rekening te houden met streekgebonden of specifieke situaties. De regering kan het aantal voorwaarden die tot een afwijking aanleiding kunnen geven, verder inperken.

**Art. 25.** De duur van het verblijf in toeristische logiesverstreckende inrichtingen mag niet minder bedragen dan één nacht.

#### *Afdeling 2. — Hotelbedrijven*

**Art. 26.** Het hotelbedrijf beantwoordt aan volgende voorwaarden tegelijk :

- 1° het verzorgt hoofdzakelijk de verblijven van individuele klanten op doortocht;
- 2° de kamers worden dagelijks onderhouden;
- 3° de klanten hebben geen toegang tot de lokalen waar de maaltijden bereid worden.

#### *Afdeling 3. — Streekgebonden toeristisch logies*

**Art. 27.** Enkel natuurlijke personen kunnen houder zijn van een vergunning voor het aanbieden van streekgebonden toeristisch logies.

Een houder en diens samenwonende kunnen niet meer dan vijf landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad of vakantiewoningen op de hoeve als streekgebonden toeristisch logies te huur aanbieden.

Een houder en diens samenwonende kunnen niet meer dan vijf gastenkamers of gastenkamers op de hoeve te huur aanbieden.

**Art. 28.** In het streekgebonden toeristisch logies wordt de toerist ontvangen door de vergunninghouder.

**Art. 29.** In landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad of vakantiewoningen op de hoeve worden maaltijden aangeboden.

**Art. 30.** De houder van een vergunning voor een vakantiewoning op de hoeve of een gastenkamer op de hoeve dient landbouwuitbater of bloedverwant tot in de derde graad zijn.

**Art. 31.** De toerist die in een gastenkamer ontvangen wordt, moet het ontbijt kunnen nemen en deelnemen aan het gezinsleven in de woning bedoeld in artikel 2, 7°, d.

De toerist die in een gastenkamer op de hoeve ontvangen wordt, moet het ontbijt kunnen nemen in het landbouwbedrijf bedoeld in artikel 2, 7°, e.

#### *Afdeling 4. — Toeristische kampeerterrinen*

**Art. 32.** De niet-verplaatsbare verblijven die bijkomend op een toeristisch kampeertrein geplaatst worden, dienen de eigendom van de vergunninghouder of van de eigenaar van het toeristische kampeertrein te blijven.

#### *Afdeling 5. — Vakantiedorpen*

**Art. 32bis.** Enkel een enige vertegenwoordigende instantie kan houder zijn van een vergunning voor een vakantiedorp.

### *HOOFDSTUK III. — Indeling en herziening van de indeling*

#### *Afdeling 1. — Beginselen*

**Art. 33.** De hotelbedrijven, het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantiewoningen, de toeristische kampeerterrinen, met uitzondering van de kampeerterrinen op de hoeve, de vakantiedorpen en hun verblijfseenheden zijn ertoe verplicht de door de regering vastgestelde criteria met het oog op hun indeling in categorieën na te leven. Die criteria kunnen betrekking hebben op de inrichting, de uitrusting en de concipiëring van de toeristische logiesverstreckende inrichting, diens naaste omgeving en toegangswegen, evenals op de veiligheid, de netheid en het onderhoud van de inrichting en op de dienstverlening, de ontvangst, de voorgestelde activiteiten en vrijetijdsactiviteiten.

Daarnaast kunnen die criteria, wat de vakantiedorpen betreft, eveneens betrekking hebben op hun kader en dichtheid.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert een categorie-indeling aan die toeristische logiesverstreckende inrichtingen af wanneer hij een toelating toekent om een benaming te gebruiken.

**Art. 33bis.** § 1. De verblijfseenheden van een vakantiedorp zijn ertoe verplicht de door de regering vastgestelde criteria met het oog op hun categorie-indeling na te leven. Die criteria kunnen betrekking hebben op hun bewoonbare oppervlakte, hun uitrustingen en hun comfort.

§ 2. Enkel de vertegenwoordigende instantie is ertoe gemachtigd de indeling van een verblijfseenheid bij een categorie en elke afwijking of daarop betrekking hebbend beroep aan te vragen.

§ 3. De vertegenwoordigende instantie die houder is van een vergunning is ertoe verplicht elke eigenaar van een verblijfseenheid die in de omtrek van het vakantiedorp gelegen is, te vertegenwoordigen in het kader van de procedures bedoeld in vorige paragraaf.

**Art. 34.** Indien meerdere gastenkamers of gastenkamers op de hoeve in eenzelfde gebouw toegelaten zijn, wordt hen één enkele en enige categorie-indeling toegekend. Elke kamer dient de criteria noodzakelijk voor de toegewezen categorie-indeling na te leven.

De categorie-indeling van de gastenhuizen en gastenhuizen op de hoeve wordt op dezelfde wijze verricht.

**Art. 35.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert aan de vergunninghouder een schild af dat overeenstemt met de toegewezen benaming en categorie-indeling. Dat schild blijft eigendom van het Gewest. De regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrengen en teruggave ervan.

Niemand kan van het schild of elke andere tekening of elk ander teken dat naar een categorie-indeling verwijst, gebruik maken indien hij niet beschikt over de daarop betrekking hebbende vergunning.

**Art. 35bis.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert aan de vertegenwoordigende instantie een schild voor het vakantiedorp en één voor elke verblijfseenheid die overeenstemt met de toegewezen categorie-indeling af. Die schilden blijven eigendom van het Gewest. De regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrengen en teruggave ervan.

Niemand kan van het schild of elke andere tekening of elk ander teken dat naar een categorie-indeling verwijst, gebruik maken indien hij niet beschikt over de daarop betrekking hebbende vergunning.

**Art. 36.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme herziet de categorie-indeling van een hotelbedrijf, het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantieoningen, de toeristische kampeerterrinen, de vakantie dorpen en hun verblijfseenheden indien die indeling overeenstemt met de voorwaarden die beantwoorden aan de indeling bij een hogere of lagere categorie.

**Art. 37.** Bij wijze van uitzondering kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme een afwijking toestaan van één of meerdere criteria voor de categorie-indeling indien het van mening is dat het hotelbedrijf, het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantieoning, het toeristisch kampeerterrin, het vakantie dorp of de verblijfseenheid, rekening houdend met diens bijzondere kenmerken, technisch in de onmogelijkheid verkeert om aan die criteria te voldoen. De regering kan het aantal criteria die voor een afwijkingsmaatregel in aanmerking komen, beperken.

**Art. 38.** De vergunninghouder meldt het Commissariaat-generaal voor Toerisme elke wijziging die de toegewezen categorie-indeling zou kunnen beïnvloeden, bij ter post aangetekend schrijven, binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

#### *Afdeling 2. — Verzoek om herziening van de categorie-indeling*

**Art. 39.** Indien de vergunninghouder om de herziening van de categorie-indeling verzoekt en daarbij al dan niet een verzoek indient om af te wijken van een criterium van de categorie-indeling, gebeurt dat bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme door middel van het door de regering vastgestelde formulier.

Daarbij worden alle inlichtingen en documenten gevoegd die de herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, het toestaan van de afwijking mogelijk zouden maken.

**Art. 40.** Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen omvat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven binnen de vijftien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. Binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

**Art. 41.** Indien verzocht wordt om afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het verzoek voor advies over aan de voorzitter van het bevoegde technisch comité en tegelijk geeft hij kennis aan de verzoeker van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Het bevoegde technisch comité brengt een gemotiveerd advies uit en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de verzoeker, binnen de zestig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter is overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

**Art. 42.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de verzoeker. Bij elke vergadering van het bevoegde technisch comité wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen tot herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, tot afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling.

Het uitblijven van de kennisgeving aan de verzoeker binnen de termijn bepaald in het eerste lid staat met een beslissing tot weigering gelijk.

#### *Afdeling 3. — Herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme*

**Art. 43.** Indien de herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gebeurt, wordt diens beslissing getroffen overeenkomstig de artikelen 19 tot en met 23.

### HOOFDSTUK IV. — *Beroepen*

#### *Afdeling 1. — Beroepsprocedure*

**Art. 44.** De verzoeker of de houder van een vergunning, hierna eveneens "de verzoeker" genoemd, kan een gemotiveerd beroep bij de regering indienen tegen de beslissing :

1° tot weigering of tot intrekking van de vergunning;

2° tot toelating onder een benaming die van de aangevraagde benaming verschilt;

3° tot weigering om een afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning of van het gebruik van de benaming overeenkomstig artikel 24, § 2, of van de criteria inzake de categorie-indeling overeenkomstig artikel 37 toe te kennen;

4° tot herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

5° tot weigering om de herziening van de categorie-indeling toe te kennen.

Het beroep wordt ingediend binnen de dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, in de gevallen bepaald in de artikelen 12, vierde lid, en 42, derde lid, na de datum waarop de beslissing tot weigering als vaststaand wordt beschouwd.

Het wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en daarbij wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Het beroep is niet opschortend behalve indien het betrekking heeft op een beslissing tot intrekking van de vergunning of herziening van de categorie-indeling. In beide gevallen wordt de beslissing opgeschort tijdens het tijdsbestek dat aan de verzoeker wordt gewaarborgd om zijn beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de regering die over het beroep beslist.

**Art. 45.** Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de verzoeker.

Hij richt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep aan de voorzitter van de beroepsadviezencommissie bedoeld in artikel 50.

**Art. 46.** De verzoeker kan vragen om door de beroepsadviezencommissie te worden gehoord, ofwel in diens beroepschrift ofwel bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst door de verzoeker van het bericht van ontvangst van diens beroep.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere van diens gemachtigden plaatsvinden.

De verzoeker wordt over die hoorzitting minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

**Art. 47.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de beroepsadviezencommissie een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na een hoorzitting te hebben gehouden en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elke door de verzoeker overgemaakt stuk. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting kennis gegeven aan de verzoeker bij ter post aangetekend schrijven. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door de regering aan voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste uitsprekt, geeft diens voorzitter kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de verzoeker medegedeeld document.

**Art. 48.** De regering beslist over het beroep en richt zijn beslissing aan de verzoeker binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 45.

Indien de regering zich niet achter het advies van de beroepsadviezencommissie schaart, geeft hij daarvoor de redenen op.

Van de beslissing van de regering wordt kennis gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de verzoeker. De beslissing wordt tegelijk medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische logiesverstrekken inrichting gelegen is. Bij elke vergadering van het bevoegde technisch comité wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen die over de beroepen getroffen zijn.

**Art. 49.** Indien de verzoeker de beslissing van de regering niet gekregen heeft binnen de tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 48, eerste lid, kan hij een herinneringsschrijven versturen.

Dat schrijven wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te vermelden en op ondubbelzinnige wijze erom verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt.

Indien de kennisgeving van de beslissing van de regering binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het aangetekend schrijven dat de herinnering inhoudt, uitblijft, wordt het stilzwijgen van de regering geacht een beslissing tot verwerping uit te maken.

#### *Afdeling 2. — Beroepsadviezencommissie*

**Art. 50.** Er wordt een beroepsadviezencommissie opgericht, hierna "de commissie" genoemd, die ermee belast is om adviezen uit te brengen over de beroepen waarvan sprake in de artikelen 44 en 67.

**Art. 51.** § 1. De commissie bestaat uit :

- 1° één voorzitter;
- 2° twee gewone leden voorgedragen door de verenigingen ter bescherming van de verbruikers;
- 3° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité hotelwezen;
- 4° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité streekgebonden toerisme en gemeubileerde vakantiewoningen;
- 5° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité openluchtwezen;
- 6° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité sociaal toerisme;
- 7° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité vakantiedorpen.

§ 2. De regering benoemt de voorzitter en de commissieleden.

Voor elk gewoon lid, behalve de voorzitter, benoemt de regering een plaatsvervanger.

§ 3. Een bijkomend lid dat het Commissariaat-generaal voor Toerisme vertegenwoordigt, kan met raadgevende stem de vergaderingen van de commissie bijwonen.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

**Art. 52.** De leden voorgedragen door de technische comités dienen buiten eigen kring gekozen te worden.

Zij zetelen enkel indien het uit te brengen advies het soort toeristische logiesverstrekken inrichting betreft die onder de bevoegdheid valt van het technisch comité dat zij vertegenwoordigen.

**Art. 53.** De ambten van voorzitter, commissieleden en hun plaatsvervangers hebben een duur van vijf jaar ingaand te rekenen van de datum van hun benoemingsbesluit. Elk mandaat is hernieuwbaar.

In afwijking van vorig lid wordt de samenstelling van de commissie herzien binnen de zes maanden volgend op de hernieuwing van de technische comités. De commissie vergadert evenwel op geldige wijze zolang diens hernieuwing niet plaatsgevonden heeft.

**Art. 54.** De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

De commissie beraadslaagt enkel op geldige wijze als minstens de voorzitter en twee andere leden aanwezig zijn. De adviezen worden door de aanwezige leden uitgebracht.

**Art. 55.** De regering bepaalt de procedure voor de benoeming van de voorzitter en de commissieleden, diens werkingswijze en het bedrag van de vergoedingen en retributies die eventueel worden toegekend aan de voorzitter en aan de leden.

#### HOOFDSTUK V. — *Bezwaren*

**Art. 55bis.** De eigenaar van één of meerdere verblijfseenheden kan een gemotiveerd bezwaar bij de regering indienen tegen :

1° de weigering van de vertegenwoordigende instantie om een verzoek tot categorie-indeling, de herziening van de categorie-indeling, premie- of afwijkingsaanvraag of desbetreffende beroepen in te dienen;

2° de weigering van de vertegenwoordigende instantie om de eigenaars van verblijfseenheden op niet-discriminerende wijze te behandelen.

**Art. 55ter.** Voorafgaandelijk aan de indiening van elk bezwaar is de eigenaar ertoe gehouden de vertegenwoordigende instantie in gebreke te stellen om diens verplichtingen uit te voeren, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Indien de vertegenwoordigende instantie binnen de dertig dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven niet tot handelen is overgegaan of geen voldoende antwoord geeft, kan de eigenaar van een verblijfseenheid het bezwaar bedoeld in artikel 55bis indienen.

Het bezwaar wordt ingediend binnen de dertig dagen volgend op het einde van de termijn bedoeld in vorig lid.

Het is gemotiveerd en wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en daarbij wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme het dossier ontvankelijk en de middelen gegrond acht, schakelt het van ambtswege de procedure in voor intrekking van de vergunning volgens de procedure bepaald in de artikelen 19 tot en met 23.

### TITEL III. — *Sociaal toerisme*

#### HOOFDSTUK I. — *Voorwaarden voor de erkenning van de verenigingen*

**Art. 56.** Als vereniging voor sociaal toerisme wordt erkend elke vereniging zonder winstoogmerk die aan volgende voorwaarden voldoet :

1° de bevordering van het sociaal toerisme als voornaamste voorwerp hebben;

2° sinds minstens drie jaar bestaan;

3° in het Waalse Gewest over drie centra voor sociaal toerisme hebben en duizend leden per provincie hebben in minstens drie in het Waalse Gewest gelegen provincies;

4° in diens toeristische logiesverstrekkende inrichtingen een beleid inzake sociaal toerisme tot stand brengen;

5° diens dagelijks bestuur toevertrouwen aan een persoon van onberispelijk zedelijk gedrag.

#### HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de erkenning van de verenigingen*

**Art. 57. § 1.** De aanvraag tot erkenning van een vereniging wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme ingediend.

De regering kan de inhoud van de aanvraag tot erkenning vaststellen en het aantal exemplaren van het dossier dat die aanvraag moet omvatten, aangeven. Hij bepaalt de vorm van de aanvraag.

Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen de vijftien dagen na diens ontvangst bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvragende vereniging en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. De ontbrekende stukken worden bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvragende vereniging waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Gelijktijdig met het versturen aan de aanvragende vereniging van de kennisgeving van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, vierde lid, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag voor advies over aan het technisch comité sociaal toerisme.

Het technisch comité sociaal toerisme brengt een gemotiveerd advies uit en geeft daarvan kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvragende vereniging, binnen de zestig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter is overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

**Art. 58.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvragende vereniging binnen de vier maanden te rekenen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 57, § 1, vierde lid.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme zich niet achter het advies van het technisch comité sociaal toerisme schaart, geeft het daar de redenen van op.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt kennis gegeven aan de aanvragende vereniging bij ter post aangetekend schrijven. Bij elke vergadering van het technisch comité sociaal toerisme wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen tot erkenning of weigering.

Het uitblijven van de kennisgeving binnen de opgelegde termijn staat gelijk met een beslissing tot weigering.

**Art. 59.** Binnen de drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vereniging voor sociaal toerisme laat die vereniging bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en sinds minder dan drie maanden afgeleverd op naam van diens vervanger aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme geworden.

**Art. 60.** De aanvragende vereniging meldt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme elke wijziging die de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning zou kunnen beïnvloeden, binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

HOOFDSTUK III. — *Intrekking van de erkenning*

**Art. 61.** De erkenning van de vereniging voor sociaal toerisme kan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme worden ingetrokken indien :

1° de bepalingen van het decreet of diens uitvoeringsbepalingen niet worden nageleefd;

2° de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vereniging voor sociaal toerisme veroordeeld is bij beslissing van de rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden en in België is uitgesproken wegens een overtreding omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of die in het buitenland is uitgesproken wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft;

3° de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vereniging voor sociaal toerisme veroordeeld is bij beslissing van de rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden wegens een overtreding van de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen.

**Art. 62.** Vóór een beslissing te treffen om de erkenning in te trekken verwittigt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de vereniging voor sociaal toerisme bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, over de grond voor de voorgenomen intrekking.

De vereniging voor sociaal toerisme beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om diens opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven over te maken aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Zij kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm vragen om te worden gehoord. In dat geval wordt zij door het Commissariaat-generaal voor Toerisme gehoord. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. Over die hoorzitting wordt de aanvragende vereniging minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum ingelicht.

Zij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de persoon van haar keuze.

**Art. 63.** Binnen de tien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de vereniging voor sociaal toerisme of na laatstgenoemde te hebben gehoord, of bij uitblijven van een reactie van laatstgenoemde binnen de opgelegde termijn richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verzoek om adviesverlening aan de voorzitter van technisch comité sociaal toerisme. Daarbij wordt een afschrift gevoegd van de briefwisseling bedoeld in artikel 62, eerste en tweede lid, en, eventueel, van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk ander document dat door de vereniging voor sociaal toerisme is medegedeeld.

**Art. 64.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening brengt het technisch comité sociaal toerisme een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door de overheid die moet beslissen, aan voorbijgegaan.

**Art. 65.** Van de beslissing tot intrekking wordt aan de vereniging kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme zich niet achter het advies van het technisch comité sociaal toerisme schaart, geeft het de redenen daarvoor op.

De beslissing wordt tegelijk medegedeeld aan de voorzitter van het technisch comité sociaal toerisme.

**Art. 66.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen, en verwittigt ervan de vereniging voor sociaal toerisme bij ter post aangetekend schrijven.

Een beslissing tot intrekking kan niet plaatsvinden meer dan zes maanden na het versturen van het schrijven bedoeld in artikel 62, eerste lid.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden en procedure voor het beroep*

**Art. 67.** Elke vereniging kan een gemotiveerd beroep bij de regering indienen tegen de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt ingediend binnen de dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, in het geval bepaald bij artikel 58, vierde lid, na de datum waarop de beslissing tot weigering als vaststaand wordt beschouwd.

Het wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en daarbij wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Het beroep is niet opschortend behalve indien het betrekking heeft op een beslissing tot intrekking. In dat geval wordt de beslissing opgeschort tijdens het tijdsbestek waarover de vereniging beschikt om het beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de regering die zich over het beroep uitspreekt.

**Art. 68.** Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de aanvragende vereniging een bericht van ontvangst bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Het verstuurt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep aan de voorzitter van de beroepsadviezencommissie bedoeld in artikel 50.

**Art. 69.** De aanvragende vereniging kan, ofwel in het beroep zelf, ofwel bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst door de vereniging van het bericht van ontvangst van het beroep, verzoeken om gehoord te worden door de beroepsadviezencommissie.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere van diens gemachtigden plaatsvinden. Er wordt een proces-verbaal opgesteld.

De aanvragende vereniging wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht.

Zij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van haar keuze.

**Art. 70.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de beroepsadviezencommissie een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na een hoorzitting te hebben georganiseerd en geeft daarvan kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en tegelijk geeft zij kennis van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de aanvragende vereniging medegedeeld document. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvragende vereniging kennis gegeven. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door de regering voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid uitspreekt, geeft diens voorzitter binnen de vijf dagen die daarop volgen kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk document dat door de aanvragende vereniging is medegedeeld.

**Art. 71.** De regering beslist over het beroep en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvragende vereniging binnen de vier maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 68.

Indien de regering zich niet achter het advies van de beroepsadviezencommissie schaart, geeft hij daar de redenen voor op.

Van de beslissing van de regering wordt kennis gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvragende vereniging. Bij elke vergadering van het technisch comité sociaal toerisme wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen die aangaande de beroepen getroffen zijn.

**Art. 72.** Indien de aanvragende vereniging de beslissing van de regering niet gekregen heeft binnen de tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 71, eerste lid, kan ze een herinneringsschrijven versturen. Dat schrijven wordt bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te omvatten en op ondubbelzinnige wijze verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt.

Indien de kennisgeving van de beslissing van de regering binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het aangetekend herinneringsschrijven uitblijft, wordt het stilzwijgen van de regering geacht een beslissing tot verwerping te vormen.

#### TITEL IV. — *Brandbescherming*

##### HOOFDSTUK I. — *Brandveiligheidsattest*

**Art. 73.** Geen enkele toeristische logiesverstreckende inrichting kan worden uitgebaat zonder brandveiligheidsattest behalve indien het een toeristisch kampeerterein betreft voor wat de mobiele verblijven en de niet voor kampeerders toegankelijke gebouwen aangaat.

Het attest bedoeld in het eerste lid wordt hierna "het brandveiligheidsattest" genoemd.

**Art. 74.** In afwijking van artikel 73 kan de regering bij reglementair besluit een vereenvoudigd controleattest opleggen voor een gebouw waarin een toeristische logiesverstreckende inrichting is ondergebracht waarvan de maximumcapaciteit lager is dan tien personen en waarin meerdere toeristische logiesverstreckende inrichtingen zijn ondergebracht indien hun maximumcapaciteit samengeteld lager is dan tien personen.

Die vereenvoudigde controle betreft minstens de hoofduitrustingen en -installaties.

**Art. 75.** Een brandveiligheidsattest dient te worden bekomen voor elk gebouw of gebouwgedeelte.

**Art. 76.** Het brandveiligheidsattest wordt afgeleverd door de burgemeester indien voldaan wordt aan de specifieke veiligheidsnormen voor het betrokken gebouw of gebouwgedeelte.

Die normen worden door de regering bepaald waarbij rekening gehouden wordt met de maximumcapaciteit inzake logiesverstrecking, het type dienstverlening en de bewoningsdichtheid van het gebouw.

**Art. 77.** Het brandveiligheidsattest kan gecombineerd worden met de verplichting om binnen een hernieuwbare termijn werken uit te voeren om de toeristische logiesverstreckende inrichting in overeenstemming te brengen met de specifieke veiligheidsnormen.

De termijn en de hernieuwingen ervan mogen in totaal de twaalf maanden niet overschrijden. De burgemeester beslist over de hernieuwingsaanvraag na advies van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Het niet-naleven van de opgelegde vervaldagen resulteert van rechtswege in het vervallen van het brandveiligheidsattest. De burgemeester belast de territoriaal bevoegde brandweerdienst ermee de naleving van die termijnen te controleren. Indien vastgesteld wordt dat die termijnen niet worden nageleefd, stelt de burgemeester een vaststelling van verval op waarvan hij kennis geeft aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de brandveiligheidsattesthouder.

**Art. 78.** § 1. Het brandveiligheidsattest heeft een geldigheidsduur van vijf jaar, behalve voor het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantiewoningen en de verblijfsseenheden, waar het een geldigheidsduur van tien jaar heeft. Die termijn gaat in de dag van kennisgeving van het brandveiligheidsattest aan de aanvrager overeenkomstig artikelen 82, derde lid, 88, vierde lid, en 89.

De duur van het brandveiligheidsattest wordt evenwel verlengd tot aan het einde van de behandeling van de hernieuwingsaanvraag voor zover die aanvraag minstens zes maanden vóór verstrijken van de termijnen bedoeld in vorig lid wordt ingediend.

§ 2. In afwijking van vorig lid vervalt het bestaande brandveiligheidsattest en een nieuw brandveiligheidsattest dient bekomen te worden indien het gebouw, het gebouwgedeelte of de uitrusting ervan zodanig verbouwd worden dat de brandveiligheid ervan op het spel gezet zou kunnen worden en in ieder geval bij :

- 1° inrichting van nieuwe lokalen voor gasten bestemd, zoals kamer, vergaderzaal, keuken, salon;
- 2° wijziging van een evacuatieweg of van het traject dat ze gebruiken;
- 3° uitvoering van omvangrijke werkzaamheden voor de installatie van een personen- of een goederenlift;
- 4° installatie, wijziging of uitbreiding van een gas- of elektriciteitsnet;
- 5° elke wijziging waarvoor een stedenbouwkundige vergunning nodig is.

De geldigheidsduur van het vorige brandveiligheidsattest wordt evenwel verlengd tot aan het einde van de behandeling van de aanvraag voor een nieuw brandveiligheidsattest voor zover die aanvraag uiterlijk binnen de dertig dagen na beëindiging van de werkzaamheden wordt ingediend. Indien de werkzaamheden onderbroken worden, dient de aanvraag, wil men voor verlenging in aanmerking komen, ingediend worden binnen de dertig dagen te rekenen van die onderbreking.

##### HOOFDSTUK II. — *Procedure voor het afleveren van het brandveiligheidsattest*

**Art. 79.** Het brandveiligheidsattest wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst gericht aan de burgemeester van de gemeente op wiens grondgebied het betrokken gebouw of gebouwgedeelte gelegen is.

De regering bepaalt de vorm van de aanvraag en inhoud ervan.

Eenzelfde aanvraag voor een brandveiligheidsattest kan betrekking hebben op meerdere gebouwen.

Indien de aanvrager ervoor kiest om meerdere aanvragen voor brandveiligheidsattesten in te dienen voor eenzelfde toeristische logiesverstreckende inrichting, kan de burgemeester ze samenvoegen en ze samen behandelen.

**Art. 80.** Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag maakt de burgemeester er een afschrift van over aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.



**Art. 81.** De brandweerdienst richt zijn verslag aan de burgemeester en aan de aanvrager binnen de zestig dagen na ontvangst van het dossier.

**Art. 82.** De burgemeester beslist over de aanvraag voor het brandveiligheidsattest na inzage van het brandweerverslag en, in voorkomend geval, op grond van het besluit van de regering waarbij de afwijkingen overeenkomstig de artikelen 90 tot en met 92 worden toegekend.

Indien de burgemeester van het brandweerverslag afwijkt, geeft hij daar de redenen van op.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven binnen de drie maanden te rekenen van de ontvangst van de aanvraag door de burgemeester. Behalve in geval van weigering houdt die kennisgeving de weergave van de artikelen 77 en 78 in.

**Art. 83.** De kennisgeving door de aanvrager aan de burgemeester van een afwijkingsaanvraag gericht aan de regering schort de termijnen bepaald in de artikelen 81 en 82 op tot aan de ontvangst van de beslissing die de regering heeft getroffen overeenkomstig artikel 90.

De burgemeester deelt onverwijld de afwijkingsaanvraag mee aan de brandweerdienst.

### HOOFDSTUK III. — *Beroepen*

**Art. 84.** De aanvrager kan een gemotiveerd beroep bij de regering indienen :

1° tegen de weigering om het brandveiligheidsattest af te leveren of tegen de verplichtingen opgelegd krachtens artikel 77;

2° indien hij de beslissing van de burgemeester niet gekregen heeft binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van zijn beroep door de burgemeester.

Het beroep is niet opschortend, behalve indien het ingediend wordt tegen een beslissing om de hernieuwing van het brandveiligheidsattest te weigeren of tegen een beslissing om een nieuw brandveiligheidsattest te verlenen, in de veronderstellingen bedoeld, respectievelijk, in artikel 78, § 1, tweede lid en § 2, tweede lid, en voorzover de aanvragen zijn ingediend binnen de vereiste termijn. In beide gevallen wordt de geldigheid van het vorige brandveiligheidsattest verlengd tijdens het tijdsbestek waarover de aanvrager beschikt om een beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de regering over het beroep.

Het wordt gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven en daarbij wordt een afschrift van de aanvraag gevoegd, van het brandweerverslag en van de omstreden beslissing, indien bestaand.

Het wordt binnen de dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing ingediend of, in de veronderstelling van het eerste lid, 2°, na de datum vanaf wanneer de aanvrager zijn beroep kan indienen.

**Art. 85.** Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Het verstuurt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep en diens bijlagen aan de voorzitter van de commissie brandveiligheid bedoeld in artikel 93 en licht er de betrokken burgemeester over in.

**Art. 86.** De aanvrager kan, ofwel in diens beroep, ofwel bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van diens beroep, verzoeken om gehoord te worden door de commissie brandveiligheid.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere gemachtigden plaatsvinden, eventueel tijdens het bezoek ter plaatse dat door hen wordt verricht. Er wordt een proces-verbaal opgesteld.

De aanvrager wordt over die hoorzitting ingelicht minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

**Art. 87.** Binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de commissie een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na de aanvrager te hebben gehoord, en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk stuk dat door de aanvrager medegedeeld wordt. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door de regering voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet uitspreekt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, geeft diens voorzitter binnen de vijf dagen die daarop volgen kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk document dat door de aanvrager wordt medegedeeld.

**Art. 88.** De regering beslist over het beroep na advies van de commissie brandveiligheid en richt diens beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zeven maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 85.

Indien de regering zich niet achter het advies van de commissie brandveiligheid schaart, geeft hij de redenen daarvoor op.

Indien het beroep enkel de door de burgemeester opgelegde voorwaarden in twijfel trekt, wordt de bevoegdheid van de regering niet beperkt tot de behandeling van die voorwaarden zodanig dat hij het brandveiligheidsattest kan weigeren.

Van de beslissing van de regering wordt aan de aanvrager kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven. Behalve in geval van weigering houdt die kennisgeving meer bepaald de weergave van de artikelen 77 en 78 in. Van de beslissing wordt eveneens kennis gegeven aan de betrokken burgemeester en de bevoegde brandweerdienst.

**Art. 89.** Indien de aanvrager de beslissing van de regering niet gekregen heeft binnen de tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 88, eerste lid, kan hij een herinneringsschrijven versturen. Dat schrijven wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te vermelden en op ondubbelzinnige wijze verzoeken dat beslist wordt over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd.

Indien de kennisgeving van de regering binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het aangetekende herinneringsschrijven uitblijft, wordt het stilzwijgen van de regering geacht een beslissing tot verwerping te vormen.

HOOFDSTUK IV. — *Afwijkingen*

**Art. 90.** Een afwijking van de specifieke veiligheidsnormen kan worden toegestaan door de regering voorzover het brandveiligheidsniveau voldoening blijft schenken. Daartoe kan de regering compenserende maatregelen opleggen.

De beslissing beoogt de bepalingen waarvan afgeweken mag worden.

**Art. 91.** De afwijkingsaanvraag wordt aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht bij ter post aangetekend schrijven waarbij in voorkomend geval een afschrift van het verslag van de brandweerdienst wordt gevoegd. Zij is gemotiveerd en geeft nauwkeurig de punten aan waarop de aanvraag slaat.

Het beroep bedoeld in artikel 84 kan een dergelijke afwijkingsaanvraag inhouden op voorwaarde dat ze uitdrukkelijk wordt vermeld. In dat geval worden de afwijkings- en beroepsprocedure samengevoegd.

**Art. 92.** De afwijkingsaanvraag wordt volgens de procedure omschreven in de artikelen 84 tot en met 89 bepaald.

HOOFDSTUK V. — *Commissie brandveiligheid*

**Art. 93.** Er wordt een commissie brandveiligheid opgericht belast met het uitbrengen van adviezen over de beroepen waarvan sprake in artikel 84 en over de afwijkingsaanvragen bepaald in artikel 90.

De commissie heeft eveneens een algemene adviserende bevoegdheid terzake van brandveiligheid in de toeristische sector.

**Art. 94.** § 1. De commissie brandveiligheid bestaat uit :

- 1° één voorzitter;
- 2° twee gewone leden, brandveiligheidsdeskundigen;
- 3° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité hotelwezen;
- 4° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité streekgebonden toerisme en gemeubileerde vakantieverblijven;
- 5° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité openluchtwezen;
- 6° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité sociaal toerisme;
- 7° twee gewone leden, voorgedragen door de Hoge Raad voor Toerisme;
- 8° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité vakantiedorpen.

§ 2. De regering benoemt de voorzitter en de leden van de brandveiligheidscommissie.

Voor elk gewoon lid, met uitzondering van de voorzitter, benoemt de regering een plaatsvervanger.

§ 3. Een bijkomend lid dat het Commissariaat-generaal voor Toerisme en een ander lid dat de minister vertegenwoordigt, kunnen met raadgevende stem de vergaderingen van de commissie bijwonen.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

**Art. 95.** De leden voorgedragen door de technische comités et door de Hoge Raad voor Toerisme kunnen buiten eigen kring gekozen worden. Ze zetelen enkel indien het uit te brengen advies betrekking heeft op het type toeristische logiesverstrekkende inrichting dat onder de bevoegdheid van het technisch comité dat ze vertegenwoordigen, valt.

De leden voorgedragen door de Hoge Raad voor Toerisme zijn personen die een toeristische logiesverstrekkende inrichting uitbaten die niet gebruik maakt van een benaming bedoeld in artikel 2, 3°, 7°, 8°, 18°, 21° of 24° bis, met uitsluiting van de centra voor sociaal toerisme. Ze zetelen enkel indien het uit te brengen advies betrekking heeft op een toeristische logiesverstrekkende inrichting die niet bedoeld is in het eerste lid.

**Art. 96.** De ambten van voorzitter, commissielid en plaatsvervanger hebben een duur van vijf jaar ingaand te rekenen van hun benoemingsbesluit. Elk ambt is hernieuwbaar.

In afwijking van vorig lid dient de samenstelling van de commissie te worden herzien binnen de zes maanden volgend op de hernieuwing van de Hoge Raad voor Toerisme. De commissie vergadert evenwel op geldige wijze zolang de hernieuwing niet is doorgevoerd.

**Art. 97.** De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen getroffen. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door. De commissie beraadslaagt enkel op geldige wijze indien de voorzitter en minstens drie andere leden aanwezig zijn. De adviezen worden uitgebracht door de aanwezige leden.

**Art. 98.** De regering bepaalt de procedure voor de benoeming van de voorzitter en de commissieleden, diens werkwijze en het bedrag van de vergoedingen en retributies die eventueel toegekend worden aan de voorzitter en aan de leden.

TITEL V. — *Subsidies*HOOFDSTUK I. — *Subsidies voor hotelbedrijven*

**Art. 99.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de aankoop van materiaal, de werken en het ereloon dat daarop betrekking heeft, bestemd voor de bouw, de inrichting, de vergroting en de uitrusting van hotelbedrijven. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de aankoop van roerende goederen of materiaal, werken en het ereloon dat daarop betrekking heeft, bestemd om de gebouwen of gebouwgedeelten die gebruikt worden onder de benaming "hotelbedrijf" in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen.

**Art. 100.** Van de aankopen en werken waarvoor een subsidie verleend kan worden krachtens artikel 99, eerste lid, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

**Art. 101.** Het percentage van de subsidie bedraagt 30 % van de kostprijs van de werken, het ereloon en de aankopen bedoeld in artikel 99, eerste lid.

Het percentage van de subsidie kan evenwel tot 50 % oplopen van de kostprijs van de investeringen die de regering als prioritair vastgelegd heeft.

Het percentage van de subsidie bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon bedoeld in artikel 99, tweede lid.

**Art. 102.** Geen enkele subsidie kan verleend worden indien de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon lager is dan 5.000 euro per hotelbedrijf, aftrekbare belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

In afwijking van het eerste lid wordt geen enkele minimumkostprijs vereist indien die aankopen, die werken en dat ereloon dienen om de basisnormen of de specifieke veiligheidsnormen te halen.

**Art. 103.** Het totaalbedrag van de verleende subsidies voor een hotelbedrijf kan 50.000 euro niet overschrijden per periode van drie jaar zelfs indien het van eigenaar verandert.

De regering is gemachtigd om per categorie werken een maximumbedrag vast te leggen.

#### HOOFDSTUK II. — *Subsidies voor het streekgebonden toeristisch logies*

**Art. 104.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor bepaalde aankopen van roerende goeden, bepaalde renovatie- of inrichtingswerken en het ereloon met betrekking tot die werken, bestemd voor de inrichting, de modernisering van streekgebonden toeristisch logies in gebouwen die sinds minstens tien jaar bestaan en voor het ereloon met betrekking tot die werken.

Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de aankopen van roerende goeden en materiaal, de werken en het ereloon met betrekking tot die werken, bestemd om de gebouwen of gebouwgedeelten die onder een benaming bedoeld in artikel 2, 7<sup>o</sup>, gebruikt worden, in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen.

**Art. 105.** De regering geeft de aard van de renovatie- en inrichtingswerken aan, evenals van de aankopen waarvoor een subsidie verkregen kan worden krachtens artikel 104, eerste lid.

**Art. 106.** Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon bedoeld in artikel 104, eerste lid.

Het subsidiepercentage kan evenwel tot 50 % oplopen van de kostprijs van de investeringen die als prioritair door de regering worden vastgelegd.

Het subsidiepercentage bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon bedoeld in artikel 104, tweede lid.

**Art. 107.** Er kan geen enkele subsidie verleend worden indien de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon lager is dan volgende bedragen, aftrekbare belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen :

1<sup>o</sup> 1.250 euro per landelijke vakantiewoning, vakantiewoning op de hoeve of vakantiewoning in de stad met uitzondering van het klein onderkomen;

2<sup>o</sup> 500 euro per gastenkamer, gastenkamer op de hoeve en het klein onderkomen.

In afwijking van het eerste lid wordt er geen enkel minimale kostprijs geëist indien die aankopen, die werken en dat ereloon dienen om de basisnormen of de specifieke veiligheidsnormen te halen.

**Art. 108.** Per periode van tien jaar kan het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in artikel 104, eerste lid, niet hoger liggen dan volgende bedragen zelfs indien van eigenaar veranderd wordt :

1<sup>o</sup> 15.000 euro per inrichting met een groot onderkomen;

2<sup>o</sup> 12.000 euro per landelijke vakantiewoning, vakantiewoning op de hoeve en vakantiewoning in de stad met uitzondering van de inrichtingen met een groot onderkomen en de inrichtingen met een klein onderkomen;

3<sup>o</sup> 2.500 euro per klein onderkomen;

4<sup>o</sup> 2.000 euro per gastenkamer en gastenkamer op de hoeve.

Per periode van tien jaar kan het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in artikel 104, tweede lid, niet hoger liggen dan volgende bedragen zelfs indien van eigenaar veranderd wordt :

1<sup>o</sup> 12.500 euro per inrichting met een groot onderkomen;

2<sup>o</sup> 5.000 euro per landelijke vakantiewoning, vakantiewoning op de hoeve en vakantiewoning in de stad met uitzondering van de inrichtingen met een groot onderkomen en de inrichtingen met een klein onderkomen;

3<sup>o</sup> 750 euro per gastenkamer, gastenkamer op de hoeve en klein onderkomen.

De regering is gemachtigd om per categorie werken een maximumbedrag vast te leggen.

#### HOOFDSTUK III. — *Subsidies voor gemeubileerde vakantiewoningen*

**Art. 109.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de aankopen van roerende goeden of materiaal, de werken en het ereloon met betrekking erop, bestemd om de gebouwen of gebouwgedeelten die onder de benaming "gemeubileerde vakantiewoning" gebruikt worden, in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen.

**Art. 110.** Het subsidiepercentage bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon bedoeld in artikel 109.

**Art. 111.** Per periode van tien jaar kan het totaalbedrag van de subsidies verleend voor een gemeubileerde vakantiewoning niet hoger liggen dan volgende bedragen, zelfs indien van eigenaar veranderd wordt :

1<sup>o</sup> 12.500 euro per inrichting met een groot onderkomen;

2<sup>o</sup> 5.000 euro per gemeubileerde vakantiewoning;

3<sup>o</sup> 750 euro per inrichting met een klein onderkomen.

De regering is gemachtigd om per categorie werken een maximumbedrag vast te leggen.

#### HOOFDSTUK V. — *Subsidies voor toeristische kampeertreinen*

**Art. 112.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de inrichtings- en uitrustingswerken voor toeristische kampeertreinen en het ereloon met betrekking erop, voor de aankoop van materiaal noodzakelijk voor de uitvoering van werken bestemd voor de inrichting, de vergroting en de modernisering van toeristische kampeertreinen, met inbegrip van de aankoop van het meubilair voor binnen- en buitenuitrusting en van het gemotoriseerde onderhoudsmateriaal, toebehoren inbegrepen, evenals voor de animatiekosten.

Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de regering een subsidie voor de werken bestemd voor de inrichting, de vergroting en de modernisering van het sanitair en kleedruimtes in een kampeertrein op de hoeve evenals voor het ereloon met betrekking tot die werken en voor de aankoop van materiaal dat noodzakelijk is voor de uitvoering van die werken.

Er wordt geen enkele subsidie verleend voor de werken die uitgevoerd worden op een overstroombaar gedeelte van een toeristisch kampeertrein.

**Art. 113.** De regering omschrijft de aankopen en werken waarvoor een subsidie verkregen kan worden krachtens artikel 112.

**Art. 114.** § 1. Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, de werken, het ereloon en de animatiekosten bedoeld in artikel 112, eerste lid.

Indien de werken, aankopen en animatiekosten evenwel verwezenlijkt worden op een toeristisch kampeerterrein dat minstens 25 % van diens plaatsen voorbehoudt voor kampeerders op doortocht, wordt dat subsidiepercentage opgetrokken tot 40 % .

In afwijking van het eerste lid bedraagt het subsidiepercentage 50 % indien de inrichtings- en uitrustingswerken voor de installaties de behandeling, de zuivering en de lozing van afvalwater van een toeristisch kampeerterrein betreft, met inbegrip van de algemene riolering.

§ 2. Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de aankopen, de werken en het ereloon bedoeld in artikel 112, tweede lid.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 kan het subsidiepercentage tot 50 % van de kostprijs van de investeringen die de regering als prioritair vastlegt, oplopen.

**Art. 115.** Er kan geen enkele subsidie verleend worden indien de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon lager ligt dan 5.000 euro per toeristisch kampeerterrein, aftrekbare belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

**Art. 116.** Indien het subsidiepercentage 30 % van de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon en animatie-infrastructuur bedoeld in artikel 112, eerste lid, bedraagt, kan het totaalbedrag van de subsidies die verleend worden voor een toeristisch kampeerterrein 50.000 euro per periode van drie jaar niet overschrijden, zelfs indien van eigenaar veranderd wordt.

Indien het subsidiepercentage 40 % van de kostprijs van de aankopen, het ereloon en de animatie-infrastructuur bedoeld in artikel 112, eerste lid, bedraagt, kan het totaalbedrag van de verleende subsidies 70.000 euro per periode van drie jaar niet overschrijden.

Indien het subsidiebedrag 50 % bedraagt, kan het totaalbedrag van de verleende subsidies 85.000 euro per periode van drie jaar niet overschrijden.

In afwijking van het eerste lid kan het totaalbedrag van de subsidies die verleend worden voor een kampeerterrein op de hoeve 2.000 euro per periode van drie jaar niet overschrijden.

De regering is gemachtigd om per categorie werken een maximumbedrag vast te leggen.

*HOOFDSTUK V. — Bepalingen gemeen aan de subsidies voor de hotelbedrijven,  
het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantiewoningen en de toeristische kampeerterrainen*

*Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 117.** De belasting over de toegevoegde waarde kan inbegrepen zijn in het bedrag van de aankopen, de werken en het ereloon die voor subsidie in aanmerking komen indien die belasting niet door de aanvrager gerecupereerd wordt.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning en het behoud van de subsidies*

**Art. 118.** De toekenning van de subsidies bedoeld in de artikelen 99, 104, 109 en 112 wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden :

1° de aanvrager dient houder te zijn van de vergunning die overeenstemt met het type toeristische logiesverstrekken inrichting waarvoor de subsidie wordt aangevraagd of zich er schriftelijk toe verbinden de vergunning aan te vragen, uiterlijk na voltooiing der werken;

2° de aanvrager dient ter ondersteuning van zijn aanvraag het dossier bedoeld in artikel 120 voor te leggen.

De begunstigde dient te bestemming van het goed gedurende vijf jaar ingaand te rekenen van 1 januari volgend op het laatste jaar waarvoor de subsidie is uitbetaald, in stand te houden.

Er wordt geen enkele subsidie verleend indien een andere overheid reeds een subsidie voor die werken, dat ereloon of die aankopen heeft verleend.

*Afdeling 3. — Aanpassing van de percentages en de maximumbedragen*

**Art. 119.** De regering is gemachtigd om de bedragen bepaald in de artikelen 102, 103, 107, 108, 111, 115 en 116 aan te passen om rekening te houden met de waarde van de index der consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit decreet volgens de formule :

bedrag bepaald in respectievelijk elk artikel x  $\frac{\text{nieuw indexcijfer}}{\text{aanvankelijk indexcijfer}}$

waarbij het aanvankelijk indexcijfer, het indexcijfer is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en het nieuwe indexcijfer, het indexcijfer van de maand van de jaardag van die inwerkingtreding.

Ongeacht de veronderstelling worden de op grond van het eerste lid aangepaste bedragen afgrond naar de lagere eenheid in de veronderstelling dat de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid in het geval waarin de decimaal gelijk zou zijn aan of hoger zou zijn dan 50.

*Afdeling 4. — Procedures voor de toekenning, de uitbetaling en de controle van het gebruik van de subsidies*

**Art. 120.** De aanvraag tot toekenning van een subsidie dient bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme middels het door de regering bepaalde formulier.

De regering stelt de inhoud vast en bepaalt de vorm van de subsidieaanvraag. Hij geeft het aantal exemplaren van het subsidiedossier aan.

**Art. 121.** § 1. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag voor een hotelbedrijf of een toeristisch kampeerterrein krijgt, het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor die toeristische logiesverstrekken inrichting tijdens de twee begrotingsjaren die voorafgaan aan het jaar waarin de aangevraagde subsidie vastgelegd zou worden indien ze wordt toegekend.

Indien het een subsidieaanvraag voor het streekgebonden toeristisch logies betreft, bepaalt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het bedrag van de subsidies die respectievelijk worden toegekend op grond van artikel 104, eerste en tweede lid, voor die toeristische logiesverstrekken inrichting tijdens de negen begrotingsjaren die voorafgaan aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie vastgelegd zou worden indien ze wordt toegekend.

Indien het een subsidieaanvraag voor een gemeubileerde vakantiewoning betreft, bepaalt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor die toeristische logiesverstrekkende inrichting tijdens de negen begrotingsjaren die voorafgaan aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie vastgelegd zou worden indien ze wordt toegekend.

§ 2. De subsidie bedoeld in artikel 99 kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bepaald in artikel 103 en het bedrag bepaald overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, niet overschrijden.

De subsidie bedoeld in artikel 112 kan het maximumbedrag bepaald in artikel 116 en het bedrag bepaald overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, niet overschrijden.

De subsidie bedoeld in artikel 104, eerste lid, kan het maximumbedrag bepaald in artikel 108, eerste lid, en het bedrag respectievelijk bepaald overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, niet overschrijden.

De subsidie bedoeld in artikel 104, tweede lid, kan het maximumbedrag bepaald in artikel 108, tweede lid, en het bedrag respectievelijk bepaald overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, niet overschrijden.

De subsidie bedoeld in artikel 109 kan het maximumbedrag bepaald in artikel 111 en het bedrag bepaald overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, niet overschrijden.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme waakt er daarnaast over dat Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het E.G.-verdrag op de minimis-steun nageleefd wordt.

Indien het bedrag van een subsidie voor een hotelbedrijf of een toeristisch kampeerterrein het maximumbedrag bepaald in respectievelijk de artikelen 103 en 166 bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste twee jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie wordt ingediend, een nieuwe subsidie worden verleend.

Indien het bedrag van een subsidie die toegekend wordt voor streekgebonden toeristisch logies op grond van artikel 104, eerste lid, of op grond van artikel 104, tweede lid, het maximumbedrag bepaald respectievelijk in artikel 108, eerste en tweede lid, bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste negen jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie een nieuwe subsidie worden verleend.

Indien het bedrag van een subsidie voor een gemeubileerde vakantiewoning het maximumbedrag bepaald in artikel 111 bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste negen jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie wordt ingediend, een nieuwe subsidie worden verleend.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidieregerechtigde in over het de minimis-karakter van die steun overeenkomstig artikel 3 van Verordening nr. 69/2001 als voornoemd.

**Art. 122.** Elke persoon die de toekenning van een subsidie krachtens artikelen 99, 104, 109 of 112 aanvraagt, geeft de regering daardoor toelating om ter plaatse elke nuttig geachte verificatie door te voeren.

De weigering om zich te onderwerpen aan die verificaties of het verhinderen ervan brengt het weerlegbaar vermoeden met zich mee dat niet voldaan is aan de toekenningsvoorwaarden vastgesteld in artikel 118.

**Art. 123.** De uitbetaling wordt ondergeschikt gemaakt aan de naleving van volgende voorwaarden :

1° de aankopen dienen uitgevoerd te zijn ten vroegste op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van indiening van de aanvraag en uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op de budgettaire vastlegging van de subsidie; de werken dienen ten vroegste op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van indiening van de aanvraag aangevat en uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op de budgettaire vastlegging van de subsidie voltooid te zijn;

2° de data van de omstandige facturen met betrekking tot de aankopen en de werken bedoeld onder 1° dienen tussen de twee daar bedoelde data begrepen te zijn; indien de werken evenwel voltooid zijn in de loop van het laatste kwartaal van het jaar volgend op dat van de budgettaire vastlegging, wordt de facturatietermijn met drie maanden te rekenen van het einde van de werken verlengd;

3° de aankopen en de werken waarvoor de subsidie is toegekend, dienen voltooid te worden en de toeristische logiesverstrekkende inrichting dient in werking te zijn;

4° de originele facturen, met een minimumbedrag van 125 euro elk, dienen te worden voorgelegd;

5° de begunstigde dient de machtiging te hebben bekomen die overeenstemt met het type toeristische logiesverstrekkende inrichting waarvoor de subsidie is aangevraagd.

**Art. 124.** De subsidie wordt uitbetaald aan degene die de aankopen van het materiaal en de werken bekostigt, voorzover hij steeds eigenaar of vergunninghouder op de dag van de uitbetaling is.

**Art. 125.** De regering controleert de naleving van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 118, 123 en 124.

De weigering om zich aan een controle te onderwerpen of het verhinderen ervan brengen het weerlegbaar vermoeden met zich mee dat de subsidieregerechtigde de voorwaarden vastgesteld in artikelen 118, 123 of 124 niet naleeft.

**Art. 126.** Behalve voorafgaandelijke andersluidende beslissing van de regering dient de begunstigde de subsidie terug te betalen naar verhouding tot het aantal nog lopende jaren indien binnen de termijn van vijf jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie is uitbetaald, niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 118.

## HOOFDSTUK VI. — *Subsidies ter zake van sociaal toerisme*

### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 127.** Om het sociaal toerisme te bevorderen en te ontwikkelen, kan de regering binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting tussenbeide komen in de uitgaven verricht door de verenigingen voor sociaal toerisme die de voorwaarden vastgesteld in artikel 129 vervullen.

De subsidie van het Waalse Gewest kan betrekking hebben op uitgaven aangaande :

1° de aankopen of de herbestedingen van gronden of installaties of de bouwwerken bestemd voor de totstandbrenging van toeristische logiesverstrekkende inrichtingen die onder het sociaal toerisme vallen;

2° de binneninrichting, de roerende uitrusting en het groot onderhoud van de gronden, installaties en bouwwerken bedoeld onder punt 1°.

Het ereloon met betrekking tot de werken bedoeld in het tweede lid kan gesubsidieerd worden.

De belasting over de toegevoegde waarde kan gesubsidieerd worden voorzover ze niet gerecupereerd kan worden door de begunstigde vereniging.

**Art. 128.** De regering kan de subsidieerbare uitgaven omschrijven.

#### *Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden en behoud van de subsidies*

**Art. 129.** De regering kan de subsidies bedoeld in artikel 127, tweede lid, toekennen aan de verenigingen voor sociaal toerisme die volgende voorwaarden vervullen :

1° de toeristische logiesverstreckende inrichting waarvoor de subsidie is aangevraagd leeft de sanitaire uitrustingsnormen vastgesteld door de regering, de basisnormen en de specifieke veiligheidsnormen na;

2° de vereniging voor sociaal toerisme voorziet in een uitrusting en een uitbating die voldoende zijn om een rationeel en doeltreffend beheer mogelijk te maken;

3° zij verdedigt een project dat kadert in het algemeen beleid dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;

4° per kalenderjaar besteedt ze in verhouding tot het aantal overnachtingen minstens 51 % van de werkelijke bezetting van de betrokken toeristische logiesverstreckende inrichting aan het onderbrengen van aangesloten leden;

5° de vergoeding van de prestaties die aan haar aangesloten leden aangeboden worden, overschrijdt niet, enerzijds, drie vierde van de gemiddelde prijs die voor een vergelijkbare prestatie in een hotelbedrijf betaald moet worden en, anderzijds, drie vierde van de prijs die zij in de toeristische logiesverstreckende inrichting vraagt van niet-leden;

6° de aanvrager dient ter ondersteuning van zijn aanvraag het dossier bedoeld in artikel 134 voor te leggen.

Er wordt geen enkele subsidie toegestaan indien de werken, het ereloon of de aankopen gesubsidieerd kunnen worden krachtens andere wets- of regelgevende bepalingen behalve indien vastgesteld wordt dat zij zonder die bijkomende steun niet verwezenlijkt zouden kunnen worden.

**Art. 130.** De regering is gemachtigd om de sanitaire veiligheidsnormen bedoeld in artikel 129, eerste lid, 1°, vast te stellen.

**Art. 131.** De vereniging voor sociaal toerisme dient in het onderhoud van de met de subsidie doorgevoerde verwezenlijking te voorzien en de bestemming ervan in stand te houden gedurende een termijn van vijftien jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin zij voor de subsidie in aanmerking is gekomen.

Die termijn wordt tot zeven jaar teruggebracht voor de aankopen van roerende goeden.

#### *Afdeling 3. — Subsidiepercentages en -bedragen*

**Art. 132.** De subsidie bedraagt maximum 75 % van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 127, tweede lid, voorzover er bedden worden opgericht.

De subsidie bedraagt maximum 60 % van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 127, tweede lid, zonder oprichting van bedden.

**Art. 133.** Het maximaal subsidieerbare bedrag wordt vastgesteld op 12.500 euro per op te richten bed, behalve indien de regering de toelating geeft om het maximumbedrag te overschrijden.

Het bedrag wordt jaarlijks op 1 april aangepast ten opzichte van het indexcijfer van de bouwkoopprijs van 5 april 1997 volgens de formule :

$$\frac{12.500 \times \text{nieuw indexcijfer}}{469}$$

waarbij het indexcijfer van de bouwkoopprijs van 5 april 1997 gelijk is aan 469 en het nieuwe indexcijfer, het indexcijfer van de bouwkoopprijs is van de maand maart van het lopende jaar.

Ongeacht de veronderstelling wordt de op grond van het tweede lid aangepaste bedrag afgerond naar de lagere eenheid in de veronderstelling dat de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid in het geval waarin de decimaal gelijk zou zijn aan of hoger zou zijn dan 50.

De regering maakt jaarlijks de lijst van de beslissingen inzake de overschrijding van het maximumbedrag en de verantwoordingen ervan aan de Waalse Gewestraad over.

De kostprijsberekening per bed houdt rekening met alle uitgaven bedoeld in artikel 127, tweede lid, en met het ereloon van de architect, andere honoraria bedoeld in artikel 127, derde lid, uitgesloten. De belasting over de toegevoegde waarde met betrekking tot die uitgaven, de kosten verbonden aan de aankoop van panden en de uitgaven voor de inrichting ten behoeve van de opvang van gehandicapten worden buiten de berekening gelaten.

#### *Afdeling 4. — Procedures voor de toekenning, de uitbetaling en de controle over het gebruik van de subsidies*

**Art. 134.** De subsidieaanvraag dient bij ter post aangezekend schrijven met bericht van ontvangst aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme te worden gericht.

De regering stelt de inhoud en de vorm van de subsidieaanvraag vast. Hij geeft het aantal exemplaren van het subsidiedossier aan.

**Art. 135.** Elke vereniging voor sociaal toerisme die om een subsidie krachtens artikel 127 verzoekt geeft de regering daardoor toelating om ter plaatse de verificaties die hij nuttig acht te laten verrichten om te beoordelen of vanuit technisch, toeristisch en sociaal oogpunt het project aan de vooropgestelde doelstellingen en aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 129 beantwoordt.

De weigering om zich aan die verificaties te onderwerpen of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden dat aan die doelstellingen en voorwaarden niet voldaan is, met zich mee.

**Art. 136.** § 1. Indien de subsidie 100.000 euro overschrijdt, wordt diens terugbetaling gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goeden van de begunstigde en zijn voor hypotheek vatbaar.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de regering. De inschrijving vindt plaats niettegenstaande verweer, bestrijding of beroep.

De inschrijvingskosten van de wettelijke hypotheek dienen door de subsidiegerechtigde te worden overgenomen.

§ 2. Indien de subsidieaanvrager evenwel niet over voor hypotheek vatbare goeden beschikt en de subsidie 100.000 euro overschrijdt, dient de terugbetaling gewaarborgd te worden door een conventionele hypotheek waarvan de lasten door de aanvrager worden overgenomen.

**Art. 137.** § 1. De subsidie die beantwoordt aan de aankoop van panden, een overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten, kan uitbetaald wordt ter hoogte van maximum 90 % na voorlegging van de stukken van uitgaven die de aankoop, de werken, de leveringen of dienstverleningen ter hoogte van minstens één derde van de voorziene uitgave verantwoorden.

De eindafrekening dient uiterlijk vóór verstrijken van de twaalfde maand volgend op de datum van de laatste voorlopige uitbetaling te worden voorgelegd.

§ 2. De aankoop van panden waarvoor een subsidie verkregen kan worden, dient ten vroegste op de datum van indiening van de subsidieaanvraag en uiterlijk binnen de twaalf maanden na kennisgeving van de toekenning ervan plaats te vinden.

De werken, leveringen of dienstverleningen dienen ten vroegste op de datum van indiening van de subsidieaanvraag en uiterlijk binnen een termijn van twaalf maanden te rekenen van de kennisgeving van de toekenning ervan plaats te vinden en dienen uiterlijk drie maanden na de aanvang van de werken, leveringen of dienstverleningen voltooid te zijn.

§ 3. Bij niet-naleving van de termijnen bepaald in de paragrafen 1 en 2 en behoudens verlenging toegestaan door de regering op grond van een behoorlijk verantwoorde aanvraag die door begunstigde wordt ingediend vóór verstrijken van de aanvankelijke termijn, dienen de onverschuldigd gestorte sommen te worden terugbetaald.

**Art. 138.** De regering controleert de naleving van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 129, 131 en 137.

De weigering om zich te onderwerpen aan een controle of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden mee dat de subsidiegerechtigde de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 129, 131 of 137 niet naleeft.

**Art. 139.** § 1. De begunstigde vereniging die ophoudt te voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 129 en 131, eerste lid, dient, behoudens voorafgaandelijke toelating door de regering, de subsidie die op grond van artikel 127 toegekend is, volledig terug te betalen indien de gebeurtenis die de teruggave verantwoordt, plaatsvindt binnen een termijn van vijf jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie is uitbetaald.

Indien die gebeurtenis plaatsvindt na verstrijken van die termijn van vijf jaar, dient de begunstigde vereniging de subsidie verminderd met één tiende voor elke periode van twaalf jaar die verstreken is na de voornoemde termijn van vijf jaar, terug te betalen.

§ 2. Indien de subsidie die toegekend is op grond van artikel 127 de aankoop van roerende goeden betreft, dient de begunstigde vereniging te behoudens voorafgaandelijke toelating door de regering terug te betalen in verhouding tot het aantal nog te lopen jaren indien binnen een termijn van zeven jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin zij voor subsidie in aanmerking is gekomen, niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 129 en 131, tweede lid.

**Art. 140.** Naast de algemene boekhouding houdt de subsidiegerechtigde vereniging afzonderlijke boeken die de opstelling van een resultatenrekening en van een jaarbalans voor elk centrum voor sociaal toerisme omvatten.

## TITEL VI. — *Overtredingen en straffen*

### HOOFDSTUK I. — *Toezicht en vaststelling van de overtredingen*

**Art. 141.** § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en personeelsleden aangewezen door de regering belast met het toezicht op de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet. Daartoe kunnen ze bij de beoefening van hun opdracht :

1° alle plaatsen, zelfs gesloten en overdekt, op elk uur van de dag en de nacht betreden indien zij ernstige redenen hebben om te geloven dat er een overtreding van het decreet of diens uitvoeringsbepalingen bestaat; indien het een, zelfs tijdelijke, woonplaats betreft, is de schriftelijke toestemming van de vergunninghouder, van de bewoner(s) of de voorafgaandelijke toelating van de politierechter vereist, die nagaat of er aanwijzingen voor een overtreding bestaan. Hetzelfde geldt voor kamers die eventueel onbewoond zijn;

2° de bijstand van de politie vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen voor een overtreding, elke doorzoeking, elke controle en elk onderzoek verrichten en elke inlichting vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden nageleefd, en meer bepaald :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nodig is voor het uitoefenen van het toezicht en van die verhoren processen-verbaal op te stellen die tot het bewijs van het tegendeel bewijskracht hebben;

b. zich ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen.

De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het eerste lid hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Zij zijn ertoe gehouden eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen kunnen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 :

1° voor elke overtreder een termijn vastleggen om zich met de wet in overeenstemming te brengen; die termijn kan slechts eenmalig verlengd worden; het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de procureur des Konings in over de getroffen schikkingen; bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt de ambtenaar of het personeelslid verslag op; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt het bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings over;

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt dat proces-verbaal bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de procureur des Konings en aan de overtreder over binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het opgesteld is of na verstrijken van de termijn bedoeld onder punt 1°.

Een afschrift ervan wordt in dezelfde termijn gericht aan de burgemeester van de gemeente waar het betrokken goed gelegen is en, bij ter post aangetekend schrijven, aan diens eigenaar en aan de vergunninghouder, gericht.

#### HOOFDSTUK II. — *Administratieve geldboetes*

**Art. 142.** § 1. In geval van overtreding van de artikelen 14, 16, 38, 60, 126 en 139 of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 125 euro niet mag overschrijden.

In geval van overtreding van de artikelen 6, 24, § 1, eerste of tweede lid, 1° tot en met 3°, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, tweede lid, en 35bis, tweede lid, of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen, evenals in geval van smaad of bedreiging aan gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhindering van het inspectierecht bepaald in artikel 141 loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 25.000 euro niet mag overschrijden.

In geval van overtreding van de artikelen 24, § 1, tweede lid, 4°, 73 en 74 of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 50.000 euro niet mag overschrijden.

De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische logiesverstrekkende inrichting behalve indien laatstgenoemde aantoonbaar dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen getroffen heeft die hij bij machte was te nemen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt.

In afwijking van vorig lid kan in geval van smaad of ernstige bedreiging enkel de dader ervan worden vervolgd.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1 worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd behalve indien het openbaar ministerie, rekening houdend met de ernst van de overtreding, acht dat er aanleiding is tot strafrechtelijke vervolging. Strafrechtelijke vervolging sluit de toepassing van een administratieve geldboete uit, behalve in geval van seponering.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt aan het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen na opstellen ervan.

Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om het Commissariaat-generaal voor Toerisme kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet strafrechtelijke vervolging in te stellen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie ervan afziet om te vervolgen of nalaat om binnen de vastgestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven of in de veronderstelling van een seponering beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme, na de overtreding in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen, of er aanleiding toe is om wegens de overtreding een administratieve geldboete op te leggen.

De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast en is gemotiveerd. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder bij ter post aangetekend schrijven, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen de termijn vastgesteld door de regering.

De kennisgeving van de beslissing tot vaststelling van de administratieve geldboete doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van het bestuur.

§ 5. De overtreder die de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Van een afschrift van dat beroep richt hij gelijktijdig een afschrift aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van vorig lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme of van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan de afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt met het oog op inning van het administratieve geldboetebedrag.

§ 7. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie maanden te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van dit artikel verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij dit artikel uitmaakt.

De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit de verjaring.

Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De regering kan de wijze van inning van de boete bepalen.

#### HOOFDSTUK III. — *Strafrechtelijke sancties*

**Art. 143.** Bestraft wordt met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en een geldboete van 1 tot 25 euro of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 14, 16, 38, 60, 126 en 139 of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

**Art. 144.** Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 26 tot 5.000 euro, of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 6, 24, § 1, eerste of tweede lid, 1° tot en met 3°, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, tweede lid, en 35bis, tweede lid, of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt, evenals in geval van smaad of ernstige bedreiging ten opzichte van de gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhindering van de uitoefening van het inspectierecht bepaald in artikel 141.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

**Art. 145.** Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 26 tot 10.000 euro of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 24, § 1, tweede lid, 4°, 73 en 74 of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt.



De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

Naast de boetes bepaald in het eerste lid kan de rechter, indien de dader een rechtspersoon is, de straffen bepaald in de artikelen 36, 37 en 37bis van het Strafwetboek uitspreken.

**Art. 146.** De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische logiesverstreckende inrichting behalve indien hij aantoonbaar dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen getroffen heeft die hij bij machte was te treffen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt.

In afwijking van vorig lid kan bij smaad of ernstige bedreiging enkel de dader vervolgd worden.

**Art. 147.** § 1. Naast de boetes bepaald in de artikelen 143, 144 en 145 beveelt de rechter op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Toerisme de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat.

De rechter kan bevelen dat de veroordeelde op straffe van een dwangsom binnen de acht dagen volgend op de dag waarop het vonnis definitief is geworden een zekerheid ten voordele van het Waalse Gewest stelt waarvan het bedrag gelijk is aan de geraamde kost van de bevolen maatregelen.

Die zekerheid bestaat uit een neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of uit een onafhankelijke bankwaarborg uitgegeven door een erkende kredietinstelling ofwel bij de Commissie voor het Bank- en Financieewezen ofwel bij een overheid van een lid-Staat van de Europese Unie die gemachtigd is om de kredietinstellingen te controleren.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt de rechter dat, indien de plaats niet in oorspronkelijke staat is hersteld binnen de voorgeschreven termijn, het Commissariaat-generaal voor Toerisme van ambtswege in de tenuitvoerlegging ervan kan voorzien en de kosten ervan terug kan vorderen indien de werken zijn uitgevoerd op grond van een gewone staat opgesteld door de regering. Die staat is uitvoerbaar.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan voor de politie- of correctionele rechtbank treden om naast de boeten bepaald in de artikelen 143, 144 en 145 de veroordeling tot staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

Het kan eveneens voor de burgerlijke rechtbank treden om de veroordeling tot de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

## TITEL VII. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

#### *Afdeling 1. — Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen en toeristische kampeerterreinen*

**Art. 148.** In het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen worden de woorden "kampeer-caravanvergunning" in de artikelen 1, 2, 4 en 6 van hetzelfde decreet vervangen door de woorden "caravanvergunning".

**Art. 149.** In het opschrift evenals in de artikelen 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "kampeer-caravanterreinen" vervangen door de woorden "caravanterreinen".

**Art. 150.** In hetzelfde decreet wordt na artikel 1 volgend hoofdstuk ingevoegd :

« Hoofdstuk *Ibis*. — Toepassingsgebied

Artikel *Ibis*. Dit decreet geldt niet voor de inrichtingen die onderworpen zijn aan het decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen. »

**Art. 151.** In artikel 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "georganiseerde groepen kampeersers die onder het toezicht van één of meer monitors staan" vervangen door de bewoordingen "groepen die lid zijn van een door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke lid-Staat van de Europese Unie erkende jeugdorganisatie".

**Art. 152.** In artikel 3, derde lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "waarbij het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw voorgeschreven is" geschrapt.

**Art. 153.** In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid toegevoegd :

« De regering verleent subsidies voor inrichtings- en uitrustingswerken van installaties voor de behandeling, de zuivering en de lozing van afvalwater op de door hem bepaalde wijze. Er wordt evenwel geen enkele subsidie verleend indien die werken uitgevoerd worden op het overstroombare deel van een toeristisch kampeerterrein. »

**Art. 154.** De artikelen 7 tot en met 9 van hetzelfde decreet worden vervangen door volgende artikelen :

« Art. 7. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en personeelsleden aangewezen door de regering belast met het toezicht op de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet. Daartoe kunnen ze bij de beoefening van hun opdracht :

1° alle plaatsen, zelfs gesloten en overdekt, op elk uur van de dag en de nacht betreden indien zij ernstige redenen hebben om te geloven dat er een overtreding van het decreet of diens uitvoeringsbepalingen bestaat; indien het een, zelfs tijdelijke, woonplaats betreft, is de schriftelijke toestemming van de vergunninghouder, van de bewoner(s) of de voorafgaandelijke toelating van de politierechter vereist, die nagaat of er aanwijzingen voor een overtreding bestaan. Hetzelfde geldt voor kamers die eventueel onbewoond zijn;

2° de bijstand van de politie vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen voor een overtreding, elke doorzoeking, elke controle en elk onderzoek verrichten en elke inlichting vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden nageleefd, en meer bepaald :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nodig is voor het uitoefenen van het toezicht en van die verhoren processen-verbaal op te stellen die tot het bewijs van het tegendeel bewijskracht hebben;

b. zich ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen.

De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het eerste lid hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Zij zijn ertoe gehouden eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen kunnen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 :

1° voor elke overtreder een termijn vastleggen om zich met de wet in overeenstemming te brengen; die termijn kan slechts eenmalig verlengd worden; het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de procureur des Konings in over de getroffen schikkingen; bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt de ambtenaar of het personeelslid verslag op; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt het bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings over;

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt dat proces-verbaal bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de procureur des Konings en aan de overtreder over binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het opgesteld is of na verstrijken van de termijn bedoeld onder punt 1°.

Een afschrift ervan wordt in dezelfde termijn gericht aan de burgemeester van de gemeente waar het betrokken goed gelegen is en, bij ter post aangetekend schrijven, aan diens eigenaar en aan de vergunninghouder.

Art. 8. In geval van overtreding van de artikelen 2 en 4 of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 50.000 euro niet mag overschrijden.

De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische logiesverstrekkende inrichting behalve indien laatstgenoemde aantoonbaar dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen getroffen heeft die hij bij machte was te nemen om te voorkomen dat de het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt.

In afwijking van vorig lid kan in geval van smaad of ernstige bedreiging enkel de dader ervan worden vervolgd.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1 worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd behalve indien het openbaar ministerie, rekening houdend met de ernst van de overtreding, acht dat er aanleiding is tot strafrechtelijke vervolging. Strafrechtelijke vervolging sluit de toepassing van een administratieve geldboete uit, behalve in geval van seponering.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt aan het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen na opstellen ervan.

Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om het Commissariaat-generaal voor Toerisme kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet strafrechtelijke vervolging in te stellen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie ervan afziet om te vervolgen of nalaat om binnen de vastgestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven of in de veronderstelling van een seponering beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme, na de overtreder in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen, of er aanleiding toe is om wegens de overtreding een administratieve geldboete op te leggen.

De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast en is gemotiveerd. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder bij ter post aangetekend schrijven, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen de termijn vastgesteld door de regering.

De kennisgeving van de beslissing tot vaststelling van de administratieve geldboete doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van het bestuur.

§ 5. De overtreder die de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Van een afschrift van dat beroep richt hij gelijktijdig een afschrift aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van vorig lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme of van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan de afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt met het oog op inning van het administratieve geldboetebedrag.

§ 7. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie maanden te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van dit artikel verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij dit artikel uitmaakt.

De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit de verjaring.

Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De regering kan de wijze van inning van de boete bepalen.

Art. 9. Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 26 tot 5.000 euro, of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 2 en 4 of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt, evenals in geval van smaad of ernstige bedreiging ten opzichte van de gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhindering van de uitoefening van het inspectierecht bepaald in artikel 141.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

Naast de boetes bepaald in het eerste lid kan de rechter, indien de overtreder een rechtspersoon is, de straffen bepaald in de artikelen 36, 37 en 37bis van het Strafwetboek uitspreken.

De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische logiesverstrekken inrichting behalve indien hij aantoonbaar dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen heeft getroffen die hij bij machte was te treffen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt. »

**Art. 155.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 9bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 9bis. § 1. Naast de boetes bepaald in artikel 9 beveelt de rechter op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Toerisme de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat.

De rechter kan bevelen dat de veroordeelde op straffe van een dwangsom binnen de acht dagen volgend op de dag waarop het vonnis definitief is geworden een zekerheid ten voordele van het Waalse Gewest stelt waarvan het bedrag gelijk is aan de geraamde kost van de bevolen maatregelen.

Die zekerheid bestaat uit een neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of uit een onafhankelijke bankwaarborg uitgegeven door een erkende kredietinstelling ofwel bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen ofwel bij een overheid van een lid-Staat van de Europese Unie die gemachtigd is om de kredietinstellingen te controleren.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt de rechter dat, indien de plaats niet in oorspronkelijke staat is hersteld binnen de voorgeschreven termijn, het Commissariaat-generaal voor Toerisme van ambtswege in de tenuitvoerlegging ervan kan voorzien en de kosten ervan terug kan vorderen indien de werken zijn uitgevoerd op grond van een gewone staat opgesteld door de regering.

Die staat is uitvoerbaar.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan voor de politie- of correctionele rechtbank treden om naast de boeten bepaald in de artikelen 143, 144 en 145 de veroordeling tot staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

Het kan eveneens voor de burgerlijke rechtbank treden om de veroordeling tot de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen. »

**Art. 156.** Opgeheven worden :

1° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstrekken inrichtingen en de hotelinrichtingen;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekken inrichtingen en de hotelinrichtingen;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en het intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van het schild van de hotelinrichtingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 14 september 2000;

4° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1981 tot organisatie van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers;

5° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1982 betreffende de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers, gewijzigd bij het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 2 december 1988 en bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994;

6° het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 1995 houdende de classificatie van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers;

7° het ministerieel besluit van 10 juli 1997 betreffende het schild voor de classificatie van de landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers;

8° artikel 4, 4° tot en met 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;

9° artikel 7, eerste lid, 13°, en tweede lid, evenals artikel 33, hoofdstuk VII en de bijlagen 5, 7 en 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994;

10° het decreet van 20 juli 1976 van de Cultuurraad van de Franse Gemeenschap tot regeling van het hoevekamperen;

11° het koninklijk besluit van 22 april 1977 tot reglementering van het kamperen op de hoeve, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 1980.

*Afdeling 2. — Sociaal toerisme*

**Art. 157.** Opgeheven worden :

- 1° het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1997 betreffende het sociaal toerisme;
- 2° het besluit van de Waalse Regering van 27 november 1997 ter uitvoering van het decreet van 6 maart 1997 betreffende het sociaal toerisme.

*Afdeling 3. — Brandbescherming*

**Art. 158.** Opgeheven wordt het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende vaststelling van de modaliteiten en van de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest voor de logiesverstreckende inrichtingen die op 1 januari 1991 bestaan en houdende vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die specifiek zijn voor deze logiesverstreckende inrichtingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 juli 1997 en 13 september 2001.

*Afdeling 4. — Subsidies*

**Art. 159.** Opgeheven worden :

- 1° het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999;
- 2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1982 betreffende de premies toegekend met het oog op de oprichting of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers in bestaande gebouwen, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1985 en 11 september 1990;
- 3° artikel 3, eerste lid, en artikel 4, 2° tot en met 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 1995 en 10 juni 1999.

*HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen**Afdeling 1. — Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen en toeristische kampeerterreinen*

**Art. 160.** Met de vergunning worden gelijkgesteld :

- 1° de vergunningen afgeleverd overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstreckende inrichtingen en de hotelinrichtingen;
- 2° onverminderd artikel 162, de vergunningen afgeleverd overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 16 juni 1981 tot organisatie van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers;
- 3° de camping-caravaningvergunningen afgeleverd overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;
- 4° de vergunningen afgeleverd overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 20 juli 1976 van de Cultuurraad van de Franse Gemeenschap tot regeling van het hoevekamperen.

**Art. 161.** Onverminderd de toepassing van de artikelen 36 tot en met 43, 162 en 164 behouden de toeristische logiesverstreckende inrichtingen de categorie-indeling die hen is toegewezen ter uitvoering van de vóór de inwerkingtreding van dit decreet vigerende decreten en besluiten.

**Art. 162.** § 1. De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die onder de benaming "gemeubileerde vakantiewoning", "landelijke vakantiewoning" of "vakantiewoning op de hoeve" uitgebaat worden overeenkomstig het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1981 tot organisatie van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers dienen, binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet, een vergunningsaanvraag in bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die zich in overeenstemming hebben gebracht met vorig lid, kunnen hun uitbating voortzetten onder de benaming "gemeubileerde vakantiewoning", "landelijke vakantiewoning" of "vakantiewoning op de hoeve" totdat definitief over hun aanvraag is beslist.

§ 2. De aanvraag wordt gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. De regering stelt de inhoud van de vergunningsaanvraag vast en kan het aantal exemplaren van het dossier dat het moet omvatten, vast. Hij bepaalt de vorm van de aanvraag.

§ 3. Binnen de drie maanden na ontvangst van de aanvraag beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de vergunningsaanvraag door zich in overeenstemming te brengen met artikel 7 en geeft bij ter post aangetekend schrijven kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

§ 4. Bij ontstentenis van kennisgeving van beslissing aan de aanvrager binnen de termijn bepaald in paragraaf 3 is de toeristische logiesverstreckende inrichting gemachtigd om dezelfde benaming en dezelfde categorie-indeling te gebruiken als die welke respectievelijk toegelaten en toegewezen zijn vóór inwerkingtreding van dit decreet.

Indien er een nieuwe categorie-indeling of nieuwe benaming toegewezen wordt, vervangen zij de voorgaande.

§ 5. Er wordt in een beroep voorzien tegen de beslissing die getroffen is krachtens paragraaf 3 in de vormen en binnen de termijn bepaald in de artikelen 44 tot en met 49.

**Art. 163.** Indien de houder en diens samenwonende meer dan vijf streekgebonden toeristische verblijven te huur aanbieden als landelijke vakantiewoning of vakantiewoning op de hoeve op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, kan van artikel 27 afgeweken worden.

**Art. 164.** De vergunningsaanvraag die ingediend wordt vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende procedure, onder voorbehoud van de wijzigingen die aangebracht worden bij de artikelen 148 tot en met 152.

In afwijking van het eerste lid geldt het verzoek om toelating om de benaming "gemeubileerde vakantiewoning", "landelijke vakantiewoning" of "vakantiewoning op de hoeve" te gebruiken als aanvraag in de zin van artikel 10 en het wordt voortgezet volgens de procedure bepaald in de artikelen 11 tot en met 17. In afwijking van artikel 11, § 1, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen de dertig dagen na inwerkingtreding van dit decreet het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 11, § 1, eerste lid, of het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid, aan de aanvrager.

*Afdeling 2. — Sociaal toerisme*

**Art. 165.** De verenigingen die erkend zijn op grond van het koninklijk besluit van 23 januari 1951 betreffende het verlenen van toelagen voor de bevordering van de arbeidersvakantie en het volkstoerisme zijn geacht erkend te zijn als verenigingen voor sociaal toerisme in de zin van artikel 56 van dit decreet.

*Afdeling 3. — Brandbescherming*

**Art. 166.** De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die uitgebaat worden op datum van inwerkingtreding van dit decreet zonder dat ze over een brandveiligheidsattest beschikken, beschikken over een termijn van twaalf maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, om een aanvraag voor een brandveiligheidsattest aan de burgemeester te richten.

De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die zich in overeenstemming hebben gebracht met vorig lid kunnen hun uitbating voortzetten totdat definitief over hun aanvraag wordt beslist.

**Art. 167.** De regering kan een termijn bepalen waarin de toeristische logiesverstreckende inrichtingen die uitgebaat worden op het tijdstip van inwerkingtreding van dit decreet zich in overeenstemming moeten brengen met artikel 47.

De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die zich binnen de in voorkomend geval door de regering opgelegde termijn in overeenstemming daarmee hebben gebracht, kunnen hun uitbating voortzetten totdat over hun aanvraag beslist wordt.

**Art. 168.** De behandeling van de aanvraag voor een brandveiligheidsattest die ingediend wordt vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt voortgezet volgens de procedure die voor die datum geldig was.

**Art. 169.** Wat betreft de toeristische logiesverstreckende inrichtingen die niet bedoeld zijn bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende vaststelling van de modaliteiten en van de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest voor de logiesverstreckende inrichtingen die op 1 januari 1991 bestaan en houdende vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 juli 1997 en 13 september 2001, kan het eerste afgeleverde brandveiligheidsattest verbonden worden aan een hernieuwbare termijn om de toeristische logiesverstreckende inrichting in overeenstemming te kunnen brengen met de specifieke normen. De burgemeester beslist over de hernieuwingsaanvraag na advies van de territoriaal bevoegde brandweerdienst. De aanvankelijke termijn, verlengd met eventuele hernieuwingen en de duur van de procedures, mag een door de regering bepaalde termijn niet overschrijden.

Het niet-naleven van de termijn om de inrichting in overeenstemming te brengen brengt het verval van het brandveiligheidsattest teweeg. De burgemeester belast de bevoegde brandweerdienst ermee na te kijken of de termijn nageleefd wordt. Indien vastgesteld wordt dat de termijn niet wordt nageleefd, stelt de burgemeester een vaststelling van verval mee waarvan hij kennis geeft aan de houder van het brandveiligheidsattest en aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, bij ter post aangetekend schrijven.

*Afdeling 4. — Subsidies*

**Art. 170.** De subsidies die verleend worden op grond van het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstreckende inrichtingen en de hotelinrichtingen, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1981 tot organisatie van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers en van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen blijven aan die teksten en aan hun uitvoeringsbesluiten onderworpen.

De behandeling van de subsidieaanvragen die ingediend worden vóór de inwerkingtreding van dit besluit wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

**Art. 171.** De gemeubileerde vakantiewoningen, de landelijke vakantiewoningen en de vakantiewoningen op de hoeve zoals omschreven en vergund op grond van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1981 tot organisatie van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers die de toekenningsvoorwaarden voor een vergunning en het gebruik van een benaming vastgesteld bij dit decreet niet vervullen, worden voor de toekenning van de subsidies, gelijkgesteld met een vakantiewoning in de stad, een landelijke vakantiewoning of een vakantiewoning op de hoeve gedurende tien jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet, voorzover ze de voorwaarden bepaald bij of krachtens het voornoemd decreet van 16 juni 1981 blijven vervullen.

**Art. 172.** § 1. Binnen een termijn van één jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet dienen de verenigingen die een subsidie voor sociaal toerisme gekregen hebben voor die inwerkingtreding, dienen het Waalse Gewest te laten weten of ze ervoor kiezen om :

1° geregeld te blijven worden door de vroegere bepalingen;

2° voor het terugbetalingssysteem bepaald in artikel 139 opteren, op voorwaarde dat het Waalse Gewest, in voorkomend geval, een hypotheek kan inschrijven overeenkomstig artikel 136.

§ 2. Die keuze dient bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De subsidiegerechtigde dient in voorkomend geval de lijst van voor hypotheek vatbare goeden, de eigendomstitels of de erfpachttitels, een recente hypothecaire staat met betrekking tot die goeden en recent attest van de hypothecaire schuldeiser die het bedrag van diens schuldvordering als hoofdsom en intresten aantoot, bij zijn schrijven te voegen.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme meldt ontvangst van dat schrijven binnen vijftien dagen.

Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen dezelfde termijn aan de subsidiegerechtigde bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken en geeft aan dat diens keuze enkel geldig wordt uitgedrukt bij mededeling van die stukken.

§ 4. Indien een geldige keuze binnen de opgelegde termijn wordt uitgebracht, wordt de subsidiegerechtigde geacht ervoor gekozen te hebben om geregeld te blijven worden door de vroegere wetgeving.

**Art. 172bis.** § 1. De v.z.w.'s die subsidies voor sociaal toerisme gekregen hebben tegen de voorwaarden van de koninklijke besluiten van 23 januari 1951 (zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1996), 14 februari 1967 en 24 september 1969 of het Waalse decreet van 6 maart 1997 beschikken over een overgangstermijn van twee jaar :

- ofwel om zich om te vormen tot een handelsvennootschap of een maatschappij met maatschappelijk doel, voorzover een termijn van vijf jaar minstens verstreken is op datum van de omvorming sinds de toekenning van de laatste subsidie en er geen enkele vordering tot terugwinning ingediend is voor de inwerkingtreding van dit wetboek;

- ofwel om hun toeristische activiteiten af te staan, voorzover een termijn van vijf jaar minstens verstreken is op datum van de omvorming sinds de toekenning van de laatste subsidie en dat er geen enkel vordering tot terugwinning ingediend is voor de inwerkingtreding van dit wetboek.

§ 2. Het naleven van deze bepaling zal voor gevolg hebben dat geen enkele vordering tot terugwinning van de gestorte subsidies ingediend zal kunnen worden daar zij definitief vaststaand blijven.

Voor de v.z.w.'s die ervoor gekozen zullen hebben om zich niet om te vormen om hun sociale toeristische activiteiten niet af te staan en waarvan vastgesteld zou worden dat ze de subsidiëeringsvoorwaarden niet hebben nageleefd, zal het Waalse Gewest op het einde van de overgangperiode op initiatief van de bevoegde minister een vordering tot terugwinning van de gestorte subsidies indienen door zich in overeenstemming te brengen met volgende bepalingen :

1. de vordering tot terugbetaling wordt enkel naar verhouding tot de jaren waarin de voorwaarden voor toekenning van de subsidies niet of niet meer zijn vervuld, uitgeoefend;

2. de vordering tot terugbetaling wordt enkel uitgeoefend voorzover het Waalse Gewest op initiatief van de bevoegde minister bij gemotiveerd advies aan de v.z.w. de niet-naleving van de wettelijke criteria binnen de drie maanden te rekenen van de dag waarop die criteria niet of niet meer nageleefd zijn, betekend heeft.

De interesten, berekend tegen de wettelijke rentevoet, beginnen te lopen vanaf de datum van die betekening.

De vordering tot terugbetaling verjaart na vijf jaar te rekenen van de dag waarop de criteria niet of niet meer zijn nageleefd, voorzover er een betekening heeft plaatsgehad.

### HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 173.** De regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast, met uitzondering van artikel 34 dat in werking treedt vijf jaar na die datum en artikel 6, voor wat betreft de vakantiedorpen, dat in werking treedt twee jaar na die datum.

Voor de vakantiedorpen worden gedurende diezelfde periode van twee jaar de termijnen van de procedure bepaald in de artikelen 11, 12, 13, 14, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 48 en 49 verdubbeld.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 583 (2003-2004) nrs 1 tot en met 14.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 16 december 2003.

Bespreking - Stemming.